



Rapport d'activité *2023*

Sidaction

Sommaire

Édito	2
Temps forts	4
Sidaction s'engage	8
Actions & chiffres	9
Regards croisés	10
Au cœur des missions	13
I. Soutenir la recherche	14
II. Prévention et dépistage	18
III. Accès aux soins	24
IV. Former et échanger	28
V. Défendre les droits	32
Ressources	36
Bilan financier	39
Annexes	57



En 2023, quarante ans se sont écoulés depuis la découverte du VIH. Si les avancées sont immenses, les obstacles demeurent nombreux avant d'atteindre le contrôle de l'épidémie au niveau mondial. Plus que jamais, nous devons poursuivre notre combat.



C'est en 1983 que fut isolé pour la première fois le VIH, ce virus responsable des cas de sida qui se multipliaient partout dans le monde. Quarante ans plus tard, les progrès thérapeutiques considérables permettent, pour ceux et celles qui y ont accès, d'atteindre une espérance de vie identique aux personnes séronégatives. Nous disposons de nouveaux outils très efficaces pour prévenir les contaminations, comme la PrEP, et nous connaissons également l'effet préventif des traitements antirétroviraux empêchant toute transmission du VIH lorsqu'ils sont pris correctement. Tout semble donc en place pour, enfin, contrôler l'épidémie d'ici à 2030. Depuis 2010, le nombre de nouvelles infections a chuté de 39 % et celui des décès de 51 %. Mais si nous pouvons espérer nous rapprocher d'un monde où personne ne mourra du sida, nous sommes encore loin d'un monde sans nouvelles infections. L'Onusida se fixe comme objectif de passer en dessous de 370 000 nouvelles contaminations en 2025. À deux ans de cette échéance, ce sont pourtant encore 1,3 million de personnes qui ont été contaminées en 2023, dont 120 000 enfants pour lesquels nous savons qu'à peine la moitié d'entre eux auront accès à un traitement.

Les obstacles sont donc encore nombreux, comme le sont les discriminations envers les personnes séropositives. Malgré les avancées scientifiques, l'impact psychologique du VIH reste très lourd face aux situations de stigmatisation auxquelles sont toujours confrontées les personnes concernées. C'est ce poids qui les empêche trop souvent de parler sans risque de leur séropositivité ou qui retarde, pour les autres, l'accès au dépistage par peur du diagnostic.

Cette année encore, en tant qu'acteur engagé sur tous les fronts, Sidaction a apporté sa contribution à la levée de ces obstacles, grâce au soutien de ses donateurs et donatrices, de ses mécènes et des agences publiques. Ce rapport d'activité met en lumière des actions innovantes, au plus près et avec les populations concernées, qui permettent d'améliorer l'accès au dépistage et aux soins, que ce soit en banlieue parisienne ou dans l'ouest du Burkina Faso. Au-delà du soutien financier, des espaces de mutualisation des pratiques ont été créés, comme ce fut le cas avec les associations accompagnant des personnes usagères de drogues en Afrique. Sidaction est demeurée, bien sûr, plus que jamais présente sur le terrain de la recherche, qu'elle soit fondamentale ou en sciences sociales, en vue d'aller toujours plus loin en termes d'avancées scientifiques.

Mais les acteurs associatifs, les soignants et les équipes scientifiques ne peuvent pas relever seuls tous les défis. La lutte contre le VIH dépend également de décisions politiques et d'un réel engagement des États afin de mettre un terme à cette épidémie. Or, là aussi, en 2023, nous avons dû déployer

de nombreux efforts pour tenter d'atténuer les effets délétères de certains dispositifs législatifs ou, à l'inverse, de leur non-application. C'est notamment le cas avec le combat mené collectivement, dans lequel s'est inscrite Sidaction, pour que soit enfin appliquée la loi de 2001 sur l'éducation à la sexualité. Nous sommes ainsi parvenus à ce qu'une décision soit prise par le ministère de l'Éducation nationale afin d'intégrer officiellement l'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle dans les programmes scolaires. Encore faut-il que cette mesure soit effectivement finalisée et appliquée.

C'est également dans le cadre d'un collectif intégrant associations, chercheurs et acteurs du champ médical et social que nous nous sommes mobilisés, en 2023, pour défendre les droits des personnes migrantes et leur accès à la prévention et aux soins. Si le dispositif de l'aide médicale d'État (AME) a pu être globalement préservé dans le cadre de la nouvelle loi « pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration », nous savons d'ores et déjà que ce ne fut qu'une fragile et temporaire victoire.

Déjà touchées depuis 2019 par un délai de carence de trois mois pour accéder à ce dispositif de soins, les personnes voient leur santé se dégrader et aucune amélioration se dessiner, comme c'est également le cas pour les usager·ères de drogues et les travailleur·ses du sexe, affecté·es par des décisions publiques qui les fragilisent et les exposent à un risque accru de contamination par le VIH.

Face à ces constats et à celui de la dégradation de notre système de santé, et à l'étranger, de la multiplication des situations de crises d'origine diverses, nous sommes plus que jamais conscients des défis à relever. Nous y parviendrons si personne n'est laissé pour compte. Dans le même esprit, combatif et solidaire, que celui né il y a quarante ans.

Françoise Barré-Sinoussi
Présidente de Sidaction et lauréate 2008
du prix Nobel de médecine

Line Renaud
Vice-présidente
de Sidaction

Florence Thune
Directrice générale
de Sidaction

Temps forts

Janvier: 3h ensemble

Des donateurs ont été accueillis dans les locaux de Sidaction pour une discussion approfondie sur la thématique « Vieillir avec le VIH ». Cette rencontre a permis d'échanger avec des chercheurs et des associations financés par les dons, renforçant ainsi la sensibilisation sur cette problématique cruciale.

Mars: Sidaction médias

La campagne « On n'a jamais été aussi proche de jouir d'un avenir sans sida » a marqué les esprits, avec près de 4 millions d'euros collectés. Ce succès médiatique témoigne de l'engagement des citoyens et de l'efficacité de Sidaction dans la lutte contre le VIH.



Mars: Journées scientifiques

À la Pitié-Salpêtrière (Paris), les Journées scientifiques Sidaction 2023 ont rassemblé des experts afin d'échanger sur les avancées et les défis de la recherche sur le VIH. Ces journées sont un moment clé pour consolider les connaissances et coordonner les efforts contre l'épidémie.

Mars: Cas d'école

Sidaction, SOS Homophobie et le Planning Familial ont intenté une action en justice contre l'État pour la non-application de la loi de 2001 sur l'éducation à la sexualité à l'école. Cette démarche souligne l'importance d'une éducation complète tout au long de la scolarité pour prévenir les discriminations dès le plus jeune âge et protéger les adolescents contre le VIH et les IST.

Mai: Colloque à l'Assemblée nationale

Le collectif 10 choix politiques pour en finir avec le sida a tenu un colloque à l'Assemblée nationale le 25 mai. Cet événement a permis de discuter des stratégies politiques nécessaires pour mettre fin à l'épidémie, réunissant décideurs et acteurs de terrain.

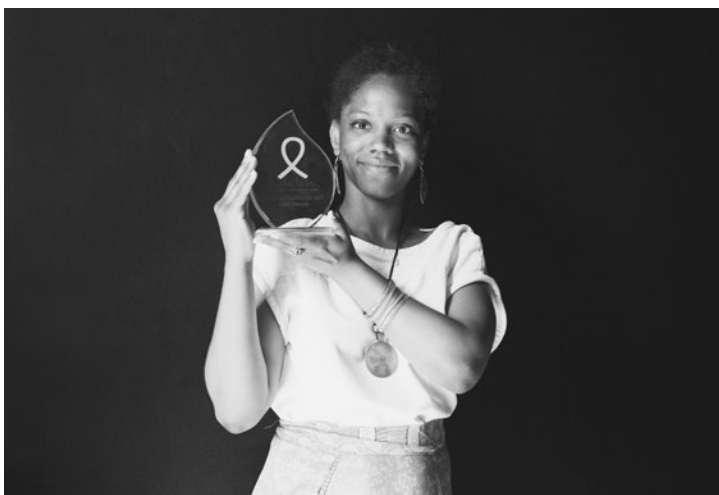
* Juin * Marche des fiertés à Paris

Lors de la Marche des fiertés, à Paris, Sidaction a mis l'accent sur la santé mentale des personnes LGBTQ+, un enjeu crucial souvent négligé. Cet engagement montre l'importance de prendre en compte toutes les dimensions de la santé afin d'améliorer la qualité de vie des personnes concernées.



Juin: Convention nationale

La Convention nationale de Sidaction a été un moment fort de l'année et a rassemblé plus de 200 acteurs de la lutte contre le sida à la Mairie de Paris. À cette occasion, le Prix du jeune chercheur, qui récompense les talents émergents dans la recherche sur le VIH, a été remis à Keitly Mensah,



Juillet: Dîner de la mode

La 20^e édition du Dîner de la mode, au Pavillon Cambon Capucines (Paris), a revêtu un caractère spécial avec un hommage au légendaire club le Palace. Cet événement glamour a réuni des personnalités du monde de la mode afin de soutenir Sidaction, levant des fonds essentiels pour la lutte contre le VIH.



Octobre: Gaming for Sidaction

La 2^e édition de Gaming for Sidaction, à l'ESpot Paris, a permis de collecter 122 000 euros. Cet événement novateur a mobilisé la communauté des gamers pour soutenir la recherche sur le VIH, démontrant l'impact des nouvelles formes de mobilisation.



Octobre: Rencontre de donateurs avec des chercheurs

Des chercheurs de l'École normale supérieure de Lyon ont ouvert leurs laboratoires aux donateurs de Sidaction, leur présentant les enjeux de la recherche sur le VIH. Ces rencontres renforcent le lien entre la communauté scientifique et les donateurs, lesquels sont essentiels pour le financement des avancées.

Novembre: Mobilisation contre la loi « pour contrôler l'immigration, améliorer l'intégration »

Sidaction s'est mobilisée dans le cadre des débats sur la loi visant à contrôler l'immigration afin de défendre les droits des personnes vivant avec le VIH. Cette action s'inscrit dans la lutte contre les discriminations et pour l'accès universel aux soins, quels que soient le statut et l'origine des individus.

Décembre: Journée des jeunes chercheurs

La Journée des jeunes chercheurs a réuni 12 participants, dont 7 en recherche fondamentale et 5 en sciences humaines et sociales. L'occasion de mettre en lumière la relève scientifique, indispensable pour continuer à avancer vers la fin de l'épidémie de sida.

Décembre: Journée mondiale de lutte contre le sida

Lors de la Journée mondiale de lutte contre le sida, le 1^{er} décembre, Sidaction a lancé une campagne pour dénoncer les préjugés et les discriminations persistantes. Ce combat pour l'égalité des droits reste au cœur des actions de l'association, rappelant que l'accès aux soins doit être garanti pour tous.



Depuis 2015, la fin de l'épidémie de VIH à l'horizon 2030 constitue un objectif central à l'échelle internationale. En 2023, Sidaction a poursuivi ses efforts dans les domaines clés que sont que la prévention, le dépistage, l'accès aux soins et la lutte contre les discriminations qui entretiennent la propagation du virus. Parmi les avancées globales, l'accès renforcé en France aux antirétroviraux à longue durée d'action, sous forme d'une injection tous les deux mois, continue d'améliorer la qualité de vie des personnes vivant avec le VIH qui en bénéficient.

Sidaction s'engage

Que ce soit à travers des initiatives associatives ou des programmes de recherche, chaque projet est minutieusement évalué sur son potentiel à rendre meilleure la prise en charge des personnes touchées et à optimiser leur qualité de vie. Ces interventions s'appuient sur des analyses rigoureuses des réalités de terrain et des avancées scientifiques, assurant ainsi leur efficacité.

Les besoins des populations les plus vulnérables restent au cœur de l'action de Sidaction. En France, l'association a renforcé son soutien aux organisations confrontées à la précarisation croissante des bénéficiaires. Bien que des ressources supplémentaires aient été mobilisées, les défis financiers et politiques persistent, notamment avec les menaces pesant sur les droits des personnes malades, migrantes ou sans couverture médicale.

L'année 2023, bien que marquée par des défis complexes, a également été le théâtre de victoires individuelles dans la parcours de vie de personnes vivant avec le VIH grâce au travail remarquable des associations sur le terrain. Sidaction demeure résolue à intensifier ses actions en 2024, toujours dans le but de mettre fin à l'épidémie de VIH et de lutter contre les inégalités qui l'aggravent.



Actions & chiffres

* En France

Sidaction a versé

2,28 millions d'euros

à ses partenaires pour la prévention et l'aide aux personnes vivant avec le VIH, en soutenant

71 projets mis en œuvre par 65 associations

* Recherche

Sidaction a versé

2,33 millions d'euros

à la recherche, en soutenant

42 jeunes chercheurs et 45 projets de recherche

*

À l'international

Sidaction a versé

1,84 millions d'euros

à ses partenaires, en soutenant

46 projets portés par 35 associations dans 18 pays

* Programmes et missions sociales

Sidaction a dépensé

3,67 millions d'euros

pour le suivi et la valorisation des projets, pour la mise en œuvre d'actions de renforcement des capacités et pour le plaidoyer



Regards croisés

Asier Sàez-Ciriòn, président du comité scientifique et médical de Sidaction

« En 2023, nous avons atteint plusieurs jalons significatifs dans la lutte contre le VIH, particulièrement en ce qui concerne les avancées scientifiques liées aux antirétroviraux à longue durée de vie. C'était l'année où le potentiel de ces molécules injectables, aussi bien pour le traitement que pour la prévention, a été pleinement reconnu. Ces antirétroviraux, avec leur capacité à réduire la fréquence des prises, représentent une avancée majeure pour les personnes vivant avec le VIH.

En parallèle, des résultats prometteurs ont émergé des essais cliniques explorant des thérapies curatives, notamment avec l'utilisation d'anticorps neutralisants à large spectre. Ces anticorps, administrés précocement, ont montré un potentiel pour retarder la reprise virale et, dans certains cas rares, pour contrôler durablement l'infection après l'interruption des traitements.

Toutefois, 2023 a également été marquée par des déceptions, notamment l'arrêt de certains essais vaccinaux qui n'ont pas donné les résultats escomptés. Ces essais, malgré l'engagement de milliers de volontaires, n'ont pas réussi à reproduire

les signaux positifs observés dans des études précédentes. Mais il est important de noter que, parallèlement à ces échecs, d'autres voies de recherche se sont ouvertes, en particulier dans le développement de vaccins capables de mimer la production d'anticorps neutralisants à large spectre, un domaine où les premières étapes ont été encourageantes.

En 2024, les chercheurs continueront à explorer ces nouvelles pistes, en mettant l'accent sur l'optimisation des stratégies curatives et le dévelop-



pement de candidats vaccins, notamment via la plateforme ARN messager. Ces efforts pourraient nous rapprocher encore un peu plus d'un contrôle durable du VIH, voire d'un vaccin efficace. L'année 2023, malgré ses défis, a jeté des bases solides pour ces futures avancées scientifiques. »

Chanelle Kouankep, présidente du comité international de Sidaction



« L'année 2023 a été une année marquante pour les associations financées par Sidaction, notamment les associations intervenant dans la prise en charge et l'ac-

compagnement des populations clés, telles que les personnes transgenres ou les personnes en détention. En effet, de nombreuses initiatives ont été

lancées depuis 2022 pour améliorer l'accès aux soins de ces populations, mais ce n'est qu'en 2023 que ces efforts ont vraiment porté leurs fruits. Nous avons vu la concrétisation des projets soumis par des associations nouvellement partenaires de Sidaction, situées dans les régions d'Afrique centrale et de l'Ouest. Citons, par exemple, l'association Transamical, au Cameroun, et l'association Espoir Vie Togo, qui ont pu mettre en place, pour la première, des programmes spécifiques pour les personnes trans

vivant avec le VIH et, pour la seconde, des actions visant les personnes vivant avec le VIH en détention.

L'année 2023 a également été marquée par des défis considérables. Notamment en Ukraine, où la guerre a rendu extrêmement difficile l'accès aux soins pour les personnes LGBTQI+ suivies par l'association Tochka Opory, soutenue par Sidaction. Les conditions de vie se sont détériorées, et le counseling téléphonique est devenu une nécessité pour conserver un lien avec les personnes, entre fréquentes coupures d'électricité et bombardements.

Sidaction a poursuivi son appui essentiel aux projets visant à améliorer l'accès aux soins pour les personnes vivant avec le VIH, y compris dans des pays en crise comme au Burkina Faso où l'association AED

poursuit un remarquable travail auprès des plus vulnérables, notamment auprès des adolescents et jeunes adultes.

Pour 2024, la santé mentale des équipes associatives sur le terrain est une préoccupation majeure, avec des tensions accrues et des charges de travail exacerbées. Les situations de conflit dans certains pays, notamment en Ukraine, ou la violence grandissante envers les personnes LGBT ont un fort impact sur la santé mentale de ces équipes. 2023 a été une année de défis, et ceux-ci ne manquent pas pour l'année à venir. Des progrès ont été faits pour de nouveaux modes de prévention ou des traitements simplifiés mais nous devons continuer de nous battre pour que toutes et tous y aient accès.

Antoine Baudry, président du comité France de Sidaction



« En 2023, nous avons réussi à éviter la remise en cause de certains dispositifs, comme l'aide médicale d'État (AME), ou des restrictions d'accès au droit au séjour pour les étrangers malades. Cependant, les associations de lutte contre le VIH, notamment celles qui agissent auprès des

personnes migrantes, doivent rester vigilantes, car le contexte politique à venir est préoccupant et ces menaces risquent de revenir rapidement sur la table.

Un des progrès marquants de 2023 est l'arrivée de la PrEP injectable, un véritable plus dans la prévention biomédicale. Toutefois, il existe encore des incertitudes quant à son accès pour les plus précaires, en particulier les personnes sans couverture médicale.

Nous avons également observé une précarisation des personnes accompagnées par les associations. Cette précarisation augmente le nombre de bénéficiaires qui font face à des situations plus complexes, ce qui nécessite plus de ressources humaines et financières que beaucoup de petites et moyennes structures peinent à obtenir. Le recrutement est un enjeu majeur, les associations affrontent une double difficulté : d'une part, elles ont du mal à trouver des financements suffisants pour créer de nouveaux postes ou augmenter les salaires ; d'autre

part, elles rencontrent des difficultés pour recruter. Le travail dans ce secteur est exigeant, avec un fort investissement personnel, ce qui rend certains postes durs à pourvoir. Sidaction a répondu présent en apportant un soutien financier à certaines associations afin d'augmenter les salaires des équipes en place et de financer de nouveaux postes, mais ses capacités demeurent limitées face à la demande croissante. L'enjeu est de taille : le désengagement progressif des Agences régionales de santé (ARS), qui tendent à financer davantage la prévention que l'accompagnement social, aggrave la situation.

Malgré ce contexte difficile pour les associations, ces dernières continuent de s'adapter aux enjeux de la lutte contre le VIH et aux besoins des publics. Certaines se mobilisent sur le vieillissement des personnes vivant avec le VIH, sur les problématiques du chemsex, sur l'isolement des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes en milieu rural ou agissent auprès des personnes migrantes LGBTI. D'autres, notamment les associations communautaires de travailleur·ses du sexe, intègrent des actions de prévention numérique et interviennent sur les questions de santé mentale ou d'usage de produits.

J'aimerais également souligner l'appui significatif de Sidaction, qui ne se limite pas à un soutien financier. Sidaction œuvre activement à la consolidation des petites structures, contribue à la structuration des réseaux interassociatifs et, grâce à son rôle central dans la lutte contre le VIH, renforce le plaidoyer des associations. »



Sidaction
Au cœur
des missions

Soutenir la recherche

En 2023, comme chaque année, Sidaction a renouvelé son engagement en apportant un soutien essentiel à la recherche sur le VIH. Cette année encore, la diversité des projets financés a été au cœur de son action, mettant en lumière l'importance de l'innovation scientifique. Les projets soutenus ont été portés par des doctorants, des postdoctorants et des chercheurs confirmés, issus de disciplines et d'horizons variés, tous unis par une même volonté : contribuer à l'avancement des connaissances sur le VIH.

Parmi les travaux soutenus, une étude a exploré les questions de genre, de sexualité et de lutte contre le VIH dans le contexte spécifique de la Guyane. D'autres recherches ont porté sur le rôle de deux protéines cellulaires dans le contrôle de la latence virale, ainsi que sur la caractérisation d'une famille de gènes impliqués dans la réplication du virus. Ces projets illustrent l'engagement continu de Sidaction à soutenir une recherche diversifiée et innovante, indispensable pour avancer vers l'objectif ultime d'une éradication du VIH.

Ce soutien témoigne de la conviction de Sidaction que la recherche est un pilier fondamental dans la lutte contre le VIH. Grâce à cette démarche, chaque année, de nouvelles pistes sont explorées et de nouvelles réponses sont apportées, rapprochant un peu plus la communauté mondiale d'un avenir sans VIH.

1. Genre, sexualité et lutte contre le VIH en contexte guyanais

Depuis deux ans, Sidaction soutient un projet de recherche anthropologique en Guyane, mené par Charlotte Floersheim dans le cadre de sa thèse, en collaboration avec Gabriel Girard et Laurence Hérault, coporteurs du projet. L'objectif est de documenter de manière approfondie l'histoire de la lutte contre le VIH en Guyane, des années 1980 jusqu'à nos jours.



locales de lutte contre le VIH en tant que ressources pour les populations LGBT, avec un accent particulier sur les personnes trans. Parallèlement, le projet examine comment les communautés ethnoraciales influencent cette lutte, dans un territoire caractérisé par une grande diversité linguistique et une forte immigration.

Perspectives et valorisation

Avec la fin des séjours de terrain, le projet entre désormais dans une phase d'analyse approfondie et de rédaction. Les données recueillies seront examinées afin de fournir des insights pertinents sur les spécificités de la lutte contre le VIH en Guyane. Une journée d'étude est prévue au printemps prochain, dédiée à la thématique « Santé, corps et territoire ultramarin », avec un focus sur les épidémies. Cette journée permettra de partager les premiers résultats du projet et de discuter de leur incidence sur les politiques publiques et les actions associatives en matière de santé.

L'approche adoptée met en lumière les spécificités sociales et culturelles de ce territoire ultramarin, en se concentrant sur les interactions entre les acteurs locaux et les dynamiques plus larges qui influencent cette lutte.

Le projet s'appuie sur deux séjours de terrain de cinq mois chacun qui ont permis de recueillir un ensemble de données significatives : 80 entretiens enregistrés ont été réalisés avec des acteurs et des actrices clés de la lutte contre le VIH, et environ 200 pages de comptes rendus ethnographiques ont été rédigées. En complément, des archives locales, qui comprennent celles des associations et des institutions sanitaires, ont été consultées pour renforcer l'analyse historique du projet. Les recherches se sont déroulées dans plusieurs localités stratégiques de Guyane, notamment Cayenne, Kourou, Saint-Georges de l'Oyapock, Saint-Laurent-du-Maroni et Maripasoula, chacune offrant un contexte particulier en termes de défis et de réponses face à l'épidémie de VIH. L'un des axes principaux de ce projet est l'exploration du rôle des associations

2. Identification de gènes impliqués dans la réplication du VIH

Vous êtes tous deux chercheurs et vous êtes investis dans un projet de recherche sur la caractérisation de gènes impliqués dans la réplication du VIH. De quoi s'agit-il ?

Alexandre Legrand Ce projet est l'objet de ma thèse, sur laquelle je travaille depuis quatre ans. Nous étudions principalement deux gènes – SAMD9 et SAMD9L –, d'un point de vue fonctionnel, avec des manipulations et des expériences en laboratoire associées à des analyses bio-informatiques. L'objectif est de comprendre comment ces gènes modulent la réplication du VIH, à quelle étape du cycle viral et quelles sont les régions des protéines concernées.

Lucie Etienne L'objectif global est d'en apprendre plus sur le rôle de ces deux gènes, qui sont localisés sur le chromosome 7 chez l'humain et impliqués dans l'immunité innée et dans des maladies génétiques graves. Nous voulons connaître leur fonctionnement dans le cadre de l'infection par le VIH et leur rôle dans la cellule.

Quelle est l'importance de ce projet dans le contexte de la recherche sur le VIH ?

A. L. Ce projet est fondamental afin de mieux comprendre la relation entre la cellule hôte et le virus. Il s'agit de découvrir la manière dont le VIH interagit avec les protéines antivirales naturelles de la cellule.

L. E. Comprendre ces interactions peut aider à développer des stratégies pour cibler le virus à différents stades de son cycle de réplication, ce qui participe à créer des traitements et des préventions efficaces.

Quels sont les résultats obtenus jusqu'à présent ?

A. L. Nous avons pu établir que le gène SAMD9L agit comme un nouveau facteur antiviral contre le VIH. Ce qui représente une avancée significative, car cette identification nous a permis de mieux comprendre comment certaines protéines antivirales naturelles de la cellule peuvent intervenir à différentes étapes du cycle viral. Par exemple, nous avons découvert que SAMD9L affecte la production des protéines virales.

L. E. En revanche, le gène SAMD9 ne montre pas la même action. Il a plutôt un effet

potentiateur, augmentant la réplication du VIH. Cette différence entre les deux gènes, malgré leurs similarités, était inattendue.

Quelles perspectives envisagez-vous pour la suite de vos recherches ?

A. L. Nous souhaitons approfondir la compréhension des mécanismes précis par lesquels SAMD9 et SAMD9L influencent la réplication du VIH. Il est également crucial de déterminer pourquoi SAMD9, qui est antiviral contre les poxvirus, devient proviral contre le VIH. Nous explorons aussi les aspects évolutifs de ces gènes afin de comprendre leur rôle dans l'immunité antivirale à travers les espèces.

L. E. À moyen terme, nous voulons voir comment ces découvertes de recherche fondamentale peuvent être appliquées cliniquement. Une compréhension détaillée de ces mécanismes pourrait guider le développement de nouvelles thérapies ciblant différentes étapes du cycle viral du VIH ou d'autres aspects de l'immunité. Nous collaborons étroitement avec d'autres équipes de recherche, par exemple des biochimistes ou des cliniciens et cliniciennes, afin de valider nos résultats et ancrer nos travaux dans des contextes cliniques.

En quoi le financement de Sidaction est-il important pour vos recherches ?

A. L. Ce financement est crucial, car il paye mon salaire de doctorant, ce qui me permet de travailler à temps plein sur ce projet. Sidaction a également financé une extension de ma thèse d'un an et soutient l'achat des réactifs nécessaires pour nos expériences en laboratoire.

L. E. Sidaction apporte non seulement un soutien financier significatif, mais aussi une dynamique de communication et d'échanges scientifiques par l'organisation de séminaires et l'Université des jeunes chercheurs et chercheuses. Cela enrichit nos recherches et nous motive à avancer dans la compréhension et la lutte contre le VIH.

3. Projet: « Nouvelles fonctions des protéines SPT6 et BRD4 dans la latence du VIH »

Grâce au financement de son salaire pendant deux ans par Sidaction, Fabienne Bejjani, chercheuse postdoctorante, a pu approfondir la compréhension des mécanismes moléculaires responsables de la latence du VIH, dans le cadre d'un projet soutenu par l'ANRS. Bien que la thérapie antirétrovirale contrôle efficacement la réplication du VIH-1 chez les personnes vivant avec le virus, elle ne permet pas d'éradiquer le virus, lequel persiste dans des cellules dites réservoirs. Ces cellules abritent un virus intégré dans l'ADN de l'hôte, mais à l'état « silencieux », capable de redevenir actif dès l'arrêt du traitement antirétroviral, entraînant alors un rebond viral.

Le projet a été axé sur la protéine SPT6, connue pour favoriser l'expression des gènes cellulaires, mais qui, paradoxalement, inhibe l'expression du VIH intégré, favorisant ainsi son état latent. L'équipe de chercheurs a démontré que SPT6 interagit avec la protéine BRD4, une interaction clé pour la répression de l'expression virale. BRD4 peut être ciblée et dégradée spécifiquement par dBET6, une molécule d'une nouvelle génération de médicaments, les « PROTACs ».

Des résultats prometteurs

Fabienne Bejjani explique que l'objectif du projet était de réveiller ces virus silencieux afin qu'ils puissent être reconnus et éliminés.

Les résultats préliminaires montrent que SPT6 et BRD4 interagissent et coopèrent pour réprimer l'expression du VIH. « *Ce qui est surprenant, c'est que SPT6, normalement connue pour stimuler l'expression de nos gènes, interagit avec BRD4 pour réprimer le VIH, révélant ainsi un mécanisme inédit* », rapporte la chercheuse.

Ces découvertes ouvrent de nouvelles perspectives thérapeutiques pour cibler et éliminer les réservoirs viraux. « *En utilisant des approches de biologie moléculaire et biochimique, l'interaction entre SPT6 et BRD4 a pu être décrite*, précise Fabienne Bejjani. *Quand ces deux protéines sont enlevées en même temps, une forte réactivation du VIH est observée.* » En utilisant des molécules chimiques pour dégrader rapidement BRD4, il est possible d'étudier ses fonctions et de proposer des stratégies pour réactiver les virus latents.

Les hypothèses initiales ont été confirmées et approfondies. Elles établissent une base solide pour de futures recherches qui visent à exploiter ces mécanismes afin de développer des traitements capables d'éradiquer le VIH en réactivant et en éliminant les réservoirs viraux.



Prévention et dépistage

En 2023, les efforts mondiaux pour combattre l'épidémie de VIH/sida ont continué de porter leurs fruits sur la baisse du nombre de nouvelles infections, qui a chuté de 38 % par rapport à 2010. Certains pays, comme le Rwanda ou le Zimbabwe ont d'ores et déjà atteint les objectifs fixés pour 2030, et de manière globale, 84 % des femmes enceintes vivant avec le VIH dans le monde ont eu accès à des traitements antirétroviraux pour prévenir la transmission du VIH à leur enfant.

Cependant, ces résultats encourageants ne doivent pas masquer les défis qui subsistent. Pour éradiquer l'épidémie, il est important d'intensifier les efforts en matière de prévention et de dépistage, afin de réduire le nombre de nouvelles infections et de garantir un accès équitable aux soins pour toutes les populations concernées.

Dans cette optique, Sidaction continue de soutenir des initiatives innovantes en France et à travers le monde pour cibler au mieux les actions de dépistage et de prévention, le plus souvent dans le cadre d'une démarche communautaire.

1. Focus sur l'association Entr'AIDS

Entr'AIDS, basée à Limoges, est une association de lutte contre le VIH créée par des personnes vivant avec le VIH et/ou des hépatites. Elle s'engage à améliorer la vie de ces personnes à travers diverses initiatives de prévention, de dépistage et d'accompagnement. Initialement fondée sous le nom Entr'AIDSida Limousin, l'association a été renommée Entr'AIDS en 2023. Sa mission est d'offrir un soutien et une orientation aux personnes vivant avec le VIH, tout en menant des actions de prévention et de sensibilisation auprès du grand public, en particulier les jeunes et les communautés LGBTQI+.

Entr'AIDS mène plusieurs activités

Formation: elle propose des formations sur les questions de vie affective et sexuelle à destination des professionnels du champ médicosocial et des établissements scolaires.

Accompagnement: l'association assiste les personnes vivant avec le VIH afin qu'elles accèdent à leurs droits et propose des aides directes en cas de précarité, comme la distribution de tickets-restaurants.

Prévention et dépistage: Entr'AIDS intervient dans les lieux de rencontre extérieurs, les bars et les saunas, et offre des dépistages rapides, du matériel de prévention et un accompagnement sur la santé sexuelle. Elle accompagne également les personnes vers la PrEP (prophylaxie préexposition).

Support psychologique et social: des entretiens psychologiques, des groupes de parole et des sorties thérapeutiques sont organisés afin de soutenir les personnes concernées.

Le financement de Sidaction a permis à Entr'AIDS de renforcer ses actions auprès des populations LGBTQI+ et des personnes migrantes en demande d'asile. En 2023, l'association a accompagné 220 personnes dans le cadre de ce projet, réalisant 82 dépistages rapides du VIH et fournissant un soutien essentiel aux demandeurs d'asile LGBTQI+, notamment en les aidant à rédiger leur récit de vie pour les procédures administratives. *« Entr'AIDS présente les différents outils qui existent en dehors du préservatif en matière de prévention, tels que la PrEP, détaille Julia Roy. Une fois que la personne est prête et veut prendre la PrEP, l'association l'accompagne à la consultation, aux bilans biologiques, etc. »*

Défis et adaptation

Le contexte rural dans lequel opère Entr'AIDS présente des défis uniques, notamment en termes de discrimination et de confidentialité. L'association a développé une approche flexible et patiente, prenant le temps de gagner la confiance des individus avant de les accompagner vers les soins et la prévention. Cette stratégie est particulièrement importante dans les régions où l'accès à des services de santé sexuelle est limité et où la discrimination peut dissuader les individus de chercher de l'aide. *« Dans un contexte rural, il faut parfois un ou deux ans pour gagner la confiance des personnes, ajoute Julia Roy. L'association s'adapte vraiment aux besoins de chacun et prend le temps nécessaire pour que les personnes se sentent en sécurité. »*



2. Projet RaDAR

En 2023, Sidaction a intensifié son engagement dans la lutte contre le VIH pédiatrique en Afrique de l'Ouest à travers le projet RaDAR. Un projet de recherche opérationnelle, mené en Côte d'Ivoire et au Togo, qui vise à combler les lacunes dans le dépistage du VIH chez les enfants et les adolescents (0-15 ans) et à améliorer leur accès aux soins.



L'objectif principal de RaDAR (rattrapage du dépistage VIH des enfants en Afrique de l'Ouest : rôle des associations) est d'évaluer la faisabilité, l'acceptabilité et l'efficacité d'une intervention communautaire associative afin de pallier les opportunités manquées de dépistage du VIH pédiatrique et de garantir la référence des cas vers les soins appropriés. Ce projet est essentiel pour répondre à la problématique persistante du dépistage tardif et de l'accès limité au traitement pour les enfants vivant avec le VIH en Afrique de l'Ouest. « *Malgré des programmes de prévention de la transmission mère-enfant mis en place depuis des années dans ces pays, un certain nombre de femmes enceintes séropositives ne sont pas suivies de manière adéquate pendant leur grossesse et n'ont pas accès au protocole de prévention*, indique Émilie Henry, directrice du pôle Qualité et recherche en santé à Sidaction. *Soit parce qu'elles ne*

sont pas dépistées, soit parce qu'elles sont perdues de vue au cours de la grossesse. De fait, le risque d'infection de l'enfant au cours de la grossesse reste élevé et l'accès au dépistage n'est pas suffisamment systématique. Cette situation est particulièrement inquiétante en Afrique de l'Ouest et du Centre, où il existe un décrochage encore plus fort que dans d'autres régions, notamment dans le reste de l'Afrique. »

Les défis du dépistage pédiatrique du VIH

D'après l'Onusida, en 2020, seuls 54 % des enfants de 0 à 14 ans ont eu accès au traitement antirétroviral, contre 74 % des adultes de plus de 15 ans. La situation est particulièrement alarmante en Afrique centrale et de l'Ouest où seulement 25 % des nouveau-nés ont été diagnostiqués à six semaines. Cette situation prive de nombreux enfants d'un traitement vital, entraînant des conséquences graves pour leur santé et leur survie.

Les systèmes de santé de ces régions sont confrontés à des défis majeurs, notamment le manque de ressources humaines et financières, les discriminations persistantes et les conditions d'accueil inadéquates. Ces obstacles limitent l'offre de dépistage et de soins, rendant impératif le développement de stratégies innovantes afin d'améliorer l'efficacité du dépistage pédiatrique.

L'approche du projet RaDAR

En réponse à ces défis, RaDAR repose sur une approche communautaire innovante. Sidaction, en collaboration avec des partenaires associatifs locaux, tels qu'Espoir Vie Togo, Action contre le sida et le centre SAS à Bouaké (Côte d'Ivoire), ainsi que des équipes de recherche (Caresp-Togo, Sphere-Cerpop, le programme Pacci), pilote ce projet ambitieux.

Du 20 au 29 avril 2023, une mission composée de membres du comité de pilotage a eu lieu en Côte d'Ivoire afin de préparer le démarrage du projet. « *Les programmes de prévention et de dépistage du VIH doivent absolument inclure les communautés locales. Ce sont elles qui ont la confiance des populations et qui peuvent atteindre les familles de manière plus efficace*, insiste Émilie Henry. *De nombreux facteurs humains entrent en jeu. Ce sont des programmes qui supposent d'identifier les femmes elles-mêmes, puis de s'assurer qu'elles ne sont pas perdues de vue dans un contexte où la stigmatisation liée au VIH reste très forte.* »

L'hypothèse centrale de RaDAR est qu'une intervention communautaire, mise en œuvre lors des consultations pédiatriques, peut renforcer l'accès au dépistage, au diagnostic et au traitement des enfants et des adolescents vivant avec le VIH. Pendant seize mois, cette intervention a été conduite et évaluée dans plusieurs sites publics, au Togo et en Côte d'Ivoire, avec une attention particulière prêtée aux consultations ambulatoires. « *Les obstacles que nous rencontrons sur le terrain, qu'ils soient d'ordre logistique, culturel ou financier, sont nombreux*, constate Émilie Henry. *Mais c'est justement grâce à des projets comme RaDAR que nous pouvons trouver des solutions adaptées et durables.* »

Le rôle de Sidaction

Sidaction joue un rôle clé dans la mise en œuvre et la réussite de RaDAR. À l'initiative du projet, l'association assure aujourd'hui la coordination entre les différents partenaires

et la mise à disposition des ressources nécessaires pour sa réalisation. En avril 2023, une mission de lancement des activités du projet a eu lieu au centre SAS à Bouaké. Elle a permis de former l'équipe sur les outils de collecte de données et de mettre à disposition des tablettes pour cette collecte.

« *Nous avons souhaité mettre en œuvre, en lien avec des organismes de recherche, un programme qui permet de tester une intervention et de voir si cette dernière fonctionne et améliore le dépistage, enfin d'atteindre des enfants qui sont passés à travers les mailles du dépistage* », souligne Émilie Henry.

Effectivement, depuis quelques années, Sidaction a dédié une enveloppe financière spécifique afin de soutenir les projets de recherche opérationnelle comme RaDAR. Cela permet d'envisager des innovations basées sur des données probantes.

Grâce à son réseau de partenaires associatifs et de chercheurs, l'association facilite la collaboration entre les différents acteurs impliqués dans RaDAR. « *Sidaction a décidé de renforcer son action sur les questions de recherche opérationnelle, car c'est une organisation qui peut faciliter ces initiatives dans le sens où elle est à la fois en lien avec les chercheurs, qu'elle finance à travers ses appels à projets de recherche, et avec le milieu associatif en France et à l'international, qu'elle soutient à travers ses appels à projets associatifs* », explique Émilie Henry. Ce travail mené en collaboration est essentiel afin de répondre de manière efficace aux défis de l'épidémie.

Impact attendu et perspectives

En améliorant l'accès au dépistage et au traitement, le projet RaDAR contribuera à réduire la mortalité infantile liée au VIH et à offrir un avenir meilleur aux enfants affectés par cette épidémie.

Pour Sidaction, RaDAR est une opportunité de valoriser son expertise en matière de soutien à la recherche sur le VIH et de renforcement de la réponse communautaire. Le succès de ce projet dépend de la collaboration continue entre tous les partenaires et de la capacité à adapter les interventions aux réalités locales.

« *Nous avons déjà constaté des améliorations significatives dans l'identification et le suivi des enfants exposés au VIH*, affirme Émilie Henry. *L'engagement des associations locales et des équipes de recherche est un facteur clé de ce succès.* »

3. Focus sur Afrique Arc-en-ciel, en Guinée

Depuis 2023, Sidaction finance Afrique Arc-en-ciel Guinée (AAECG), une association qui se distingue en étant la première organisation communautaire des minorités sexuelles et de genre dans ce pays. Elle joue un rôle crucial dans un contexte où l'homosexualité est pénalisée, exposant les personnes concernées à des discriminations et des violences sévères.

Afrique Arc-en-ciel Guinée a débuté ses activités en 2007. Après plusieurs années de mobilisation, elle a obtenu la création du premier centre communautaire pour la prise en charge des populations clés, à Conakry (la capitale), en 2017. Elle en assure la gestion ainsi que le financement de plusieurs postes d'éducateurs pairs pour la prévention du VIH. L'association a pour objectif de défendre les droits des minorités sexuelles et de genre, et de promouvoir la santé auprès des populations clés. Une mission qui s'avère d'autant plus cruciale que la montée des lois homophobes sur le continent africain rend le travail des acteurs communautaires extrêmement difficile.

AAECG gère actuellement trois centres de santé communautaires, situés à Conakry, Kindia et Kankan. Ces centres offrent des services de prévention et de dépistage du VIH et des IST, ainsi qu'un espace pour des activités collectives et une prise en charge médicale adaptée. Grâce au financement du Fonds mondial via l'ONG Plan International, l'association dispose de

123 éducateurs pairs répartis sur l'ensemble du territoire national guinéen. Ils jouent un rôle clé dans la sensibilisation au VIH et aux autres IST, et orientent les personnes vers les centres de santé publics pour une prise en charge non discriminante.

Défis et résilience

Le projet financé par Sidaction vise à renforcer la mobilisation, la sensibilisation et la prise en charge des personnes vivant avec le VIH ou d'autres IST parmi les minorités sexuelles et de genre et les travailleurs-ses du sexe. En 2023, 20 éducateurs pairs, dont 8 personnes trans, ont été formés au VIH, aux autres IST et aux techniques de sensibilisation, en mettant l'accent sur les aspects de genre et les droits humains. Cette approche par les pairs permet de mobiliser efficacement les populations clés, fortement stigmatisées en Guinée.

Les éducateurs pairs ont organisé 180 causeries éducatives, sensibilisant 1018 personnes. À la suite de ces causeries, 902 personnes ont été dépistées, dont 45 se sont révélées positives au VIH. Ces dernières ont été accompagnées pour recevoir le traitement nécessaire.

Ce projet a également eu un impact notable en aboutissant à l'intégration, pour la première fois en Guinée, des personnes trans comme population cible dans la nouvelle subvention du Fonds mondial (GC7), grâce aux initiatives menées par AAECG.

L'association opère dans un environnement particulièrement hostile, caractérisé par la criminalisation de l'homosexualité et des actes de violence fréquents. Les membres de l'association doivent constamment naviguer entre discrétion et visibilité afin de mener à bien leurs actions sans attirer



l'attention négative des autorités ou de la population. Néanmoins, grâce à une stratégie astucieuse et à l'utilisation du « parapluie VIH » – c'est-à-dire le cadre institutionnalisé de la prévention du VIH –, AAECG parvient à travailler relativement sereinement. « L'avantage est qu'ils abordent ces sujets par la porte d'entrée du VIH, explique Julia Roy, responsable de programmes associatifs à Sidaction. En gros, la prévention du VIH est institutionnalisée et même encouragée par le gouvernement, qui touche des fonds du Fonds mondial. Cela permet à l'association de mener ses actions tout en restant sous le

radar des autorités. » Et d'ajouter: « C'est un contexte très compliqué, d'où la nécessité pour l'association de partager les locaux du réseau guinéen des personnes vivant avec le VIH. Cela permet de protéger les membres de l'association et d'éviter les violences. »

En évoquant les défis rencontrés par les membres de l'AAECG, Julia Roy mentionne que « les éducateurs pairs et les membres de l'association doivent rester discrets, car si les violences policières ont diminué, celles de la population et des familles restent très présentes ».



Accès aux soins

L'accès aux soins, bien que fondamental, demeure une problématique complexe et inégalitaire dans le combat mondial contre le VIH. Si les trithérapies ont révolutionné la gestion de l'infection dès les années 1990, permettant à des millions de personnes d'éviter la condamnation, autrefois inéluctable, d'un test positif, l'accès à ces traitements n'est pas universel. Près de trente ans plus tard, une personne sur quatre dans le monde n'a toujours pas accès aux antirétroviraux (ARV), en raison de disparités géographiques, économiques et sociales profondes. Les systèmes de santé, loin d'être égaux, reflètent et amplifient les inégalités sociales, privant les populations les plus vulnérables, y compris les migrants, les personnes précaires et les groupes stigmatisés, de l'accès aux soins qu'ils méritent.

Face à cette situation, Sidaction s'engage aux côtés de ses partenaires afin de garantir à chaque individu, sans exception, l'accès aux soins nécessaires. Sidaction œuvre sans relâche pour soutenir les initiatives locales qui promeuvent une prise en charge médicale globale, inclusive et respectueuse des différences.

1. L'association Espoir pour Demain : un soutien essentiel dans la lutte contre le VIH

L'association Espoir pour Demain (AED) joue un rôle central dans la lutte contre la transmission du VIH de la mère à l'enfant et l'accompagnement des jeunes séropositifs au Burkina Faso. Fondée en 2003, à Bobo-Dioulasso, AED se concentre sur l'accompagnement médical, nutritionnel et psychosocial des femmes enceintes séropositives, des couples mère-enfant infectés, ainsi que des enfants et des adolescents touchés par le VIH.

Dans un contexte marqué par une baisse des financements publics internationaux et une insécurité croissante dans le pays, l'association parvient à maintenir un haut niveau de soutien grâce, notamment, au financement de partenaires internationaux et de Sidaction.

AED intervient dans la région des Hauts-Bassins, un territoire où, en raison de l'insécurité, les déplacements internes de la population compliquent encore plus l'accès aux soins. L'association compte plus de 2 144 bénéficiaires, dont 1 713 personnes vivant avec le VIH. Ses services s'étendent aussi bien dans les zones urbaines qu'en milieu rural, en collaboration avec 26 formations sanitaires.

En 2023, AED a poursuivi son travail de prévention de la transmission mère-enfant avec un programme axé sur le dépistage familial. L'association organise également des causeries éducatives mensuelles, sensibilisant les jeunes à la santé sexuelle et reproductive. Ces actions sont renforcées par des consultations psychologiques et médicales régulières, ainsi que par un soutien nutritionnel indispensable aux familles les plus vulnérables.

Les efforts de l'association sont reconnus par les autorités locales et les partenaires internationaux. AED, en tant que pionnière dans la lutte contre le VIH au Burkina Faso, a joué un rôle de premier plan dans l'établissement de normes de soins pour les jeunes et les familles touchées. Les résultats de son action se traduisent concrètement par une amélioration de la qualité de vie des bénéficiaires, tant sur le plan de la santé que sur celui de la scolarité, avec un suivi scolaire régulier pour les enfants vivant avec le VIH.

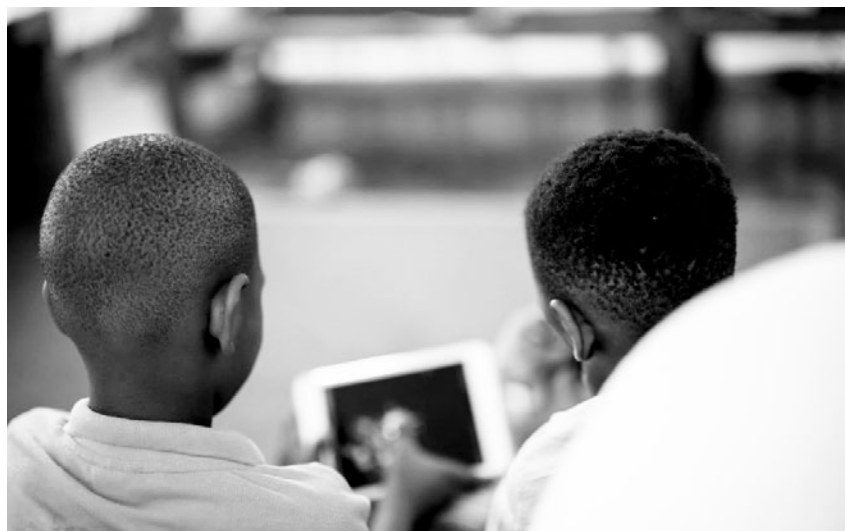


2. Accompagnement global des enfants et, plus largement, de leur famille: l'exemple de Sol En Si et Dessine-moi un mouton

En France, les associations continuent de jouer un rôle crucial dans l'accompagnement des familles affectées par le VIH et les hépatites. Parmi elles, Sol En Si (Solidarité Enfants Sida) et Dessine-moi un mouton se distinguent par une approche holistique qui place les enfants et leur famille au cœur de leurs actions.

Ces associations offrent un soutien psychosocial, matériel et médical afin d'améliorer la qualité de vie des enfants et des adolescents touchés par ces maladies.

Fondée en 1990, Sol En Si gère deux antennes, l'une située à Marseille; l'autre, à Bobigny. À Marseille, en 2023, l'association a accompagné 333 personnes, réparties en 100 familles. La majorité de ces familles (62%) sont monoparentales. Il s'agit généralement de mères seules qui luttent pour subvenir aux besoins de leurs enfants. L'accompagnement inclut des entretiens individuels, des actions collectives sous forme de groupes de parole et des ateliers qui traitent de la santé. Ces derniers abordent des thématiques variées, telles que l'accès aux soins, la santé sexuelle et reproductive ou encore la gestion des maladies infantiles.



Sol En Si s'efforce de répondre aux besoins urgents des familles, notamment par le biais d'un fonds d'urgence pour l'achat de nourriture, de couches et de lait maternisé. L'accompagnement psychosocial est également un pilier central de son action. L'association a ainsi développé une expertise dans le soutien à la parentalité en proposant des outils et des espaces de discussion qui permettent aux parents de mieux comprendre les enjeux de la santé de leurs enfants.

Dessine-moi un mouton s'adresse spécifiquement aux familles dont les enfants vivent avec le VIH et/ou des hépatites. Si l'un des axes principaux de l'association porte sur la relation mère-enfant, l'une des caractéristiques notables de ses bénéficiaires est qu'il s'agit désormais principalement d'adolescents et de jeunes adultes. En effet, les enfants vivant avec le VIH étant devenus plus rares en France grâce aux progrès de la prévention, l'association a adapté ses services pour répondre aux besoins spécifiques de ce public plus âgé.

En 2023, Dessine-moi un mouton a renforcé ses ateliers éducatifs sur la santé sexuelle afin que les jeunes appréhendent mieux leur condition, tout en les aidant à surmonter les défis sociaux et psychologiques liés à la stigmatisation. Ces ateliers incluent des informations sur les bilans VIH, la gestion des traitements antirétroviraux et la prévention des coinfections.

3. Bamesso et ses amis: promouvoir la santé sexuelle au Blanc-Mesnil

L'association Bamesso et ses amis est un acteur clé de la prévention du VIH et des hépatites dans la communauté afro-caribéenne du Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis. Créée en 2008, elle intervient dans les quartiers populaires, où les populations sont souvent vulnérables et éloignées du système de santé traditionnel. En 2023, Bamesso et ses amis a continué à mener des actions de dépistage rapide du VIH et des virus des hépatites B (VHB) et C (VHC), tout en développant des activités de sensibilisation à la santé sexuelle et reproductive.



(prophylaxie préexposition) au sein des populations les plus à risque. En 2023, l'association a accompagné 25 personnes vers la PrEP, en collaboration avec les Cegidd¹ de Bobigny et d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Ces actions sont essentielles pour prévenir de nouvelles infections et garantir un suivi médical adapté à des personnes qui, autrement, ne se rendraient pas dans les centres de santé.

Le financement de Bamesso et ses amis pour l'année 2023 permet de salarier trois médiateurs à temps partiel. Ces médiateurs jouent un rôle crucial dans la diffusion des informations de santé et la promotion du dépistage. Ils agissent en tant que relais de confiance entre les professionnels de santé et les populations locales, facilitant ainsi l'accès aux soins pour les personnes souvent marginalisées.

L'association a également renforcé ses liens avec d'autres acteurs associatifs et les autorités locales, participant à divers événements et forums sur la santé. Ainsi, à travers ses partenariats avec des maisons de quartier, des régies de quartier et l'atelier « Santé ville » d'Aulnay-sous-Bois, Bamesso et ses amis s'inscrit dans une démarche de collaboration avec les institutions du département afin de maximiser l'impact de ses actions de prévention.

L'association utilise une approche communautaire participative afin d'atteindre les populations à risque. Elle organise régulièrement des « goûters santé », des événements de sensibilisation collective qui permettent aux participants d'échanger dans un cadre informel sur les problématiques de santé. Ces événements sont accompagnés de dépistages rapides, lesquels ont permis de tester 328 personnes en 2021. Parmi ces tests, trois se sont révélés positifs au VIH et deux au VHC. Ces résultats montrent l'importance d'un dépistage régulier dans des populations où l'accès aux soins est limité.

Bamesso et ses amis, consciente des barrières sociales et culturelles qui empêchent l'accès aux soins, s'est également engagée à promouvoir la PrEP

1. Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic.

Farmer et échanger

La lutte contre le VIH est un combat en constante évolution, où la formation et l'échange d'expériences jouent un grand rôle. Depuis les débuts de l'épidémie, le dialogue entre les personnes vivant avec le VIH, les professionnels de la santé, les scientifiques et les décideurs politiques a été essentiel pour développer des stratégies efficaces de traitement, de prévention et de lutte contre les discriminations. Aujourd'hui encore, ce dialogue reste important pour adapter les réponses aux défis émergents.

Sidaction, à l'intersection des mondes scientifique et associatif, s'est donné pour mission de faciliter ces échanges. Grâce à ses liens étroits avec un vaste réseau associatif international et sa collaboration avec la communauté scientifique, l'association favorise le partage de connaissances et de pratiques entre divers acteurs, qu'ils soient du Sud ou du Nord, ou au sein des associations ultramarines.

Dans le cadre de cette mission, Sidaction soutient plusieurs initiatives phares, telles que les formations sur le genre et les minorités sexuelles en Guinée et en Côte d'Ivoire, le développement de stages et de rencontres entre des associations qui accompagnent les usager·ères de drogues, ainsi que des interventions en milieu carcéral au Togo et au Niger. Ces actions visent à renforcer les capacités locales et à favoriser un échange continu d'expertises, au bénéfice des populations les plus vulnérables et des personnes vivant avec le VIH.

1. Formation « Genre et minorités sexuelles en Guinée et en Côte d'Ivoire »

Le cycle de formations sur le genre et les minorités sexuelles en Guinée et en Côte d'Ivoire, organisé en 2023, a été initié par Sidaction dans le cadre du programme Tremplins, cofinancé par l'Agence française de développement (AFD). Ce programme de renforcement de capacités, qui s'est déroulé sur quatre ans, avait notamment pour objectif de sensibiliser et de former les acteurs de la santé et les associations locales sur les inégalités de genre et les défis rencontrés par les minorités sexuelles face au VIH.

Les formations, coordonnées par Sidaction, étaient ouvertes à tous les collaborateurs des partenaires du programme Tremplins, des personnels d'accueil aux professionnels du soin en passant par les assistants sociaux. Elles se déroulaient en deux temps : les trois premiers jours étaient dédiés à la sensibilisation générale aux inégalités et aux obstacles spécifiques rencontrés par les femmes et les minorités sexuelles. Le second volet, plus restreint, était consacré à la formation des cadres des associations afin de les aider à adapter leurs activités au prisme des inégalités de

genre et à répondre aux appels à projets visant à combattre ces inégalités. « L'objectif est de permettre aux participants d'identifier le nombre, très important, de barrières qui empêchent les femmes et les minorités sexuelles d'accéder aux soins », explique Nicolas Gateau, responsable de la thématique « Minorités sexuelles » à Sidaction.

Une méthodologie pédagogique participative

Afin de sensibiliser les professionnels de la santé aux dynamiques spécifiques qui affectent les populations vulnérables et d'accéder aux outils de prévention et aux soins, la méthodologie employée, dite andragogique, visait à faire évoluer les réflexions des participants par le biais de discussions, de brainstormings et de débriefings. Par exemple, sur le sujet de l'homosexualité, un brainstorming permettait d'exposer les préconceptions des participants avant d'apporter des éléments d'information et d'ouvrir le débat.

Le volet « genre » du programme Tremplins, mené par Sidaction, a couvert 6 pays et 11 associations depuis 2021. Les résultats des questionnaires, distribués à l'issue des formations, montrent une prise de conscience accrue des barrières spécifiques rencontrées par les femmes et les minorités sexuelles, même si le changement des pratiques et des mentalités reste un défi à long terme.



2. Lutte contre le VIH en milieu carcéral en Afrique de l'Ouest

Sidaction finance des associations au Togo et au Niger afin de mener des actions de lutte contre le VIH en milieu carcéral. Ces interventions se déroulent dans des prisons souvent surpeuplées, où les personnes détenues souffrent de conditions d'hygiène précaires, sans accès aux outils de prévention. Ce qui augmente le risque de propagation de maladies infectieuses, telles que le VIH ou les hépatites.



Au Togo, l'épidémie de VIH est une préoccupation majeure, avec une prévalence plus élevée dans les régions méridionales, comme à Lomé (3,4%). Les femmes incarcérées sont particulièrement touchées, avec un taux de séropositivité de 14,3%, contre 4% chez les hommes. Au Niger, bien que la prévalence du VIH soit plus faible, la surpopulation carcérale (102%) exacerbe les difficultés.

Les actions menées

En 2023, Sidaction a intensifié ses efforts pour aider les associations locales dans la mise en œuvre de programmes de prévention et de traitement du VIH en milieu carcéral.

Au Togo, trois projets sont ainsi soutenus par Sidaction et menés par les associations Action contre le sida (ACS), Espoir Vie Togo (EVT) et Aides médicales et Charité (AMC).

Au Niger, Sidaction soutient l'association SonGES, qui intervient dans la prison civile de Niamey et qui travaille à faciliter l'accès aux moyens de prévention du VIH et à assurer une prise en charge médicale des détenus séropositifs, aussi bien pendant leur détention qu'après leur libération.

Résultats et perspectives

Les interventions menées en 2023 ont permis de poser les bases d'une action durable en milieu carcéral dans ces deux pays.

Au Togo, les actions de prévention ont touché un nombre significatif de détenus : 12 séances de causeries éducatives ont été organisées, 840 serviettes hygiéniques distribuées à 70 femmes et 600 personnes ont bénéficié du dépistage de l'hépatite B.

Au Niger, le projet a permis de recruter et de former 10 pairs éducateurs parmi les détenus, ce qui a renforcé la sensibilisation au VIH et aux hépatites, et la prévention dans la prison de Niamey.

Sources chiffres : rapport narratif 2023-21667/21988/20305.

3. Faire se rencontrer les associations de personnes usagères de drogues

En 2023, Sidaction a organisé un stage au Cepad¹ de Dakar, le premier centre de méthadone créé en Afrique de l'Ouest. Ce stage a réuni diverses associations qui œuvrent dans l'accompagnement de personnes usagères de drogues. Il a servi de plateforme pour échanger des pratiques, discuter des défis et élaborer des stratégies communes visant à améliorer l'accès aux services de prévention et de soins pour ces personnes, en particulier celles vivant avec le VIH et/ou les hépatites.

Ce genre de rencontre permet de mutualiser les expériences et renforcer la collaboration entre les associations. Ce stage a notamment mis en lumière l'importance de la paire éducation. L'implication des pairs éducateurs est apparue comme un facteur déterminant dans le succès des interventions sur le terrain. Leur capacité à créer un lien de confiance facilite l'accès aux soins et aux services de réduction des risques, renforçant ainsi l'efficacité des actions menées.

Par ailleurs, l'accès aux traitements est perçu comme un défi majeur pour les usagers, notamment en raison de la stigmatisation sociale et des barrières institutionnelles. Les discussions ont souligné l'urgence de plaider pour des politiques publiques plus inclusives, prenant réellement en compte les besoins spécifiques de cette population vulnérable.

Le stage a également permis d'aborder l'importance d'un accompagnement global. Il a été reconnu que l'aspect psychosocial devait être davantage intégré dans les programmes d'accompagnement, avec des services d'information, de soutien psychologique et d'éducation pour répondre aux besoins des populations sans se limiter à la dimension médicale.

Les participants ont conclu que la collaboration interassociative et interpays devait être renforcée afin de maximiser l'impact des actions menées. Les bases de futures collaborations ont ainsi été posées, avec l'objectif de développer des actions encore plus efficaces pour l'année à venir.

1. Centre de prise en charge intégrée des addictions de Dakar.

Défendre les droits

Depuis ses débuts, Sidaction a toujours été en première ligne pour défendre les droits humains, essentiels dans la lutte contre le VIH. En 1981, l'épidémie a frappé des populations déjà stigmatisées — hommes homosexuels, usager·ères de drogues injectables, hémophiles et migrant·es —, exacerbant ainsi les discriminations existantes et rendant la lutte encore plus complexe. Aujourd'hui, malgré les avancées scientifiques, l'épidémie continue de cibler les plus vulnérables dont les droits sont encore trop souvent bafoués.

Face à cette réalité, Sidaction soutient des projets qui mettent en lumière ces injustices et agissent pour y remédier. En Guinée, des formations sur le plaidoyer sont organisées afin de renforcer les capacités des acteurs locaux. En France, la loi Immigration a fait l'objet d'une vigilance particulière pour garantir l'accès aux soins des personnes migrantes. Enfin, l'éducation complète à la sexualité reste un pilier pour protéger les jeunes générations, car elle leur offre les outils pour se prémunir contre le VIH et les discriminations. À travers ces actions, Sidaction réaffirme son engagement pour l'égalité, la dignité et l'accès aux droits pour toutes et tous.

1. Pour une éducation complète à la sexualité en milieu scolaire

Sidaction a été un acteur clé dans la promotion de l'éducation complète à la sexualité (ECS) en France, en 2023. Conjointement avec le Planning Familial et SOS Homophobie, Sidaction a porté plainte, en 2022, contre le ministère de l'Éducation nationale pour la non-application de la loi de 2001, qui impose l'organisation de trois séances d'éducation à la sexualité par an pour chaque niveau scolaire, du CP à la terminale.

Parallèlement à cette action juridique, un collectif d'associations, le Collectif pour une véritable éducation à la sexualité, a été créé. En 2023, il a élaboré un livre blanc qui regroupe une cinquantaine de recommandations visant à garantir la mise en œuvre effective de l'ECS dans les établissements scolaires. Ces recommandations couvrent divers aspects, tels que la coordination nationale, le financement ou encore la formation des enseignants. Loin de simplement pointer les dysfonctionnements ou les manquements, c'est une démarche de plaidoyer qui a également pour but d'également à apporter des solutions et qui se base sur la coconstruction.

Le livre blanc met l'accent sur la nécessité d'une approche systémique pour assurer que l'éducation à la sexualité soit intégrée de manière cohérente et continue dans le cursus scolaire. Il préconise aussi que les contenus pédagogiques soient conjointement élaborés avec les acteurs de terrain, afin de répondre au mieux aux réalités et aux besoins des élèves.

Les mouvements réactionnaires et les discours antidroits représentent un défi croissant pour l'ECS. Ces groupes, de plus en plus organisés et financés, exercent une influence notable sur les plans politique et médiatique, remettant en question les droits acquis des populations, y compris l'accès à une éducation complète à la sexualité et les droits des personnes LGBTQI+. « C'est une dynamique qui est globale, qui n'est pas juste française, s'inquiète Hélène Roger, directrice du pôle Analyse et plaidoyer à Sidaction, mais qui se développe au niveau européen, voire au niveau mondial. » Face à cette montée en puissance des opposants, Sidaction et ses partenaires continuent de plaider pour une application rigoureuse de la loi de 2001 et pour le renforcement de l'éducation à la sexualité comme un droit.



2. Formation sur le plaidoyer en Guinée

En 2023, Sidaction a poursuivi ses missions de renforcement des capacités avec l'organisation d'une formation aux outils et aux techniques de plaidoyer auprès de son partenaire, la Fondation Espoir Guinée (FEG). Cette dernière formation, réalisée dans le cadre du projet Tremplins, a marqué l'aboutissement d'un cycle de quatre formations et de sept autres organisées dans le cadre du projet Perspectives.

Lancé en 2018, ce cycle de formations a été conçu pour toucher un large éventail de participants, allant de la direction des associations partenaires aux personnels soignants. L'objectif était de permettre une diffusion des compétences et des connaissances en matière de plaidoyer à tous les niveaux de l'organisation, assurant ainsi que les voix et les préoccupations de tous les acteurs, y compris ceux directement impliqués dans la prise en charge des bénéficiaires, soient entendues et intégrées dans les stratégies de plaidoyer des associations. « *On forme à peu près une douzaine de participants dans chaque structure, afin qu'un maximum de personnes puisse s'approprier les enjeux et participer aux actions de plaidoyer* », souligne Anaïs Saint-Gal, responsable du plaidoyer à Sidaction.

Les formations incluaient une partie théorique sur les fondamentaux du plaidoyer, suivie par des ateliers pratiques dédiés à la construction de stratégies de plaidoyer et à l'élaboration de plans d'action. Ces plans étaient adaptés aux besoins spécifiques des associations participantes, basés sur leurs constats et les difficultés rencontrées sur le terrain. Cette approche personnalisée garantit à chaque organisation la faculté de développer des actions de plaidoyer pertinentes et efficaces pour les années à venir. « *L'enjeu est que cela leur soit utile, que cela soit issu de leurs propres constats et basé sur des difficultés qu'elles rencontrent* », précise Anaïs Saint-Gal.

En dépit de l'enthousiasme et de l'engagement des participants, l'évaluation de cette modalité d'accompagnement a révélé certaines limites, notamment en

termes de moyens de suivi et de financement. Les associations formées ont notamment besoin de ressources supplémentaires afin de pérenniser les actions de plaidoyer, en particulier pour financer des postes dédiés et assurer un suivi rapproché des plans d'action. Face à ces défis, il faut désormais explorer des voies de mutualisation du travail d'accompagnement et de renforcement des capacités en plaidoyer.

Pour 2024, en consortium avec Coalition Plus et l'Atelier des luttes, le projet La fabrique des dialogues sera lancé. Il vise à renforcer les capacités en plaidoyer de 20 pays francophones d'Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce projet offrira non seulement un soutien technique, mais aussi un financement des activités de plaidoyer, accompagné par la mise en place d'une communauté de pratiques afin d'encourager les échanges et les apprentissages entre les organisations participantes.

3. Mobilisation contre la loi immigration

En 2023, et plus particulièrement au cours du deuxième semestre, Sidaction a intensifié ses efforts de plaidoyer autour de la loi en débat à l'Assemblée nationale sur la question de l'immigration. Cette mobilisation a été motivée par les implications directes de cette législation sur les bénéficiaires des associations soutenues par Sidaction, souvent composées de personnes migrantes. La loi « pour contrôler l'immigration et améliorer l'intégration », tel qu'elle a été proposée et amendée, contenait des dispositions menaçant des dispositifs essentiels, comme l'aide médicale d'État (AME) et le droit au séjour pour soins.

L'AME est cruciale pour l'accès aux soins des personnes en situation migratoire. Un rapport de la Cour des comptes a mis en lumière que plus de 50 % des personnes éligibles à l'AME n'en bénéficient pas, souvent en raison d'un manque d'information ou de ressources pour accéder à ce dispositif. Sidaction, en collaboration avec d'autres organisations, a travaillé pour sensibiliser les décideurs politiques sur les impacts négatifs des amendements proposés et pour minimiser les restrictions envisagées.

Le collectif 10 choix politiques pour en finir avec le sida, dont Sidaction fait partie, a été au cœur de ces actions de plaidoyer. Il rassemble des structures et des expertes de divers domaines (associatif, médical, de la

recherche, etc.) afin d'offrir une vision complète des enjeux liés à l'accès aux soins pour les migrant·es. À travers des communiqués de presse, des lettres ouvertes et des rendez-vous avec des décideurs, le collectif a cherché à influencer le débat public et à protéger les droits des personnes migrantes. « *C'est un collectif qui est extrêmement fort techniquement sur ces questions-là, parce qu'il a vraiment une vision à 360 degrés* », affirme Hélène Roger.

Bien que la loi ait été définitivement adoptée en janvier 2024, Sidaction prévoit de poursuivre ces actions en renforçant les alliances avec d'autres organisations et en développant de nouvelles stratégies de plaidoyer pour défendre les droits à la santé et à la dignité des personnes en situation de migration.

Le travail réalisé par Sidaction en 2023 a mis en lumière la nécessité d'un soutien continu et adapté pour les associations partenaires, que ce soit à travers des formations en plaidoyer, des actions juridiques pour l'éducation à la sexualité ou des mobilisations politiques pour l'accès aux soins des personnes migrantes.



Ressources

Transparence et indépendance, gages d'efficacité

Depuis sa création, en 1994, Sidaction s'est imposée comme un acteur incontournable dans la lutte contre l'épidémie de VIH, se mobilisant sur tous les fronts pour mettre fin à ce fléau. Que ce soit en finançant des projets de recherche novateurs, en soutenant des associations locales et internationales ou en plaidant pour l'accès universel aux droits de santé et l'élimination des discriminations, Sidaction n'a jamais dévié de son objectif.

Cette constance repose sur deux principes fondamentaux : la transparence et l'indépendance. En effet, Sidaction s'engage à ce que chaque euro versé par le grand public, les entreprises, les mécènes ou les institutions publiques soit utilisé de manière optimale et en toute clarté. Les projets financés, sélectionnés rigoureusement par trois comités d'experts indépendants, répondent à des critères stricts d'intérêt pour la lutte contre le sida et de bénéfice direct pour les personnes vivant avec le VIH. Mais Sidaction ne se limite pas au financement ; elle offre également un soutien technique essentiel aux associations, qui les aide à se structurer, à renforcer leurs capacités et à faire entendre leur voix. Ce lien fort avec son réseau de partenaires est la clé de l'impact durable de Sidaction dans la lutte mondiale contre le sida.

Répartition des fonds

* 8%
couvrent les
frais de gestion

* 22%
financent les
frais de collecte

* 70%
sont consacrés aux
missions sociales

1. Collecter des fonds

Sidaction récolte des fonds :
chaque année lors du

Sidaction médias

qui a lieu fin mars-début avril,

tout au long de l'année

(mailings, événements, dons ponctuels
ou réguliers).

2. Identifier des axes stratégiques

Accompagnés par les équipes salariées, nos trois comités d'experts indépendants participent à la définition des priorités des appels à projets. Le conseil d'administration de Sidaction valide les axes de financement des appels d'offres.

3. Sélectionner des projets

Nos salariées s'assurent de l'éligibilité des projets reçus au regard des critères et des objectifs des appels d'offres auxquels répondent chercheurs et associations. Les équipes préparent les éléments qui permettront aux évaluateurs des comités d'experts d'instruire les demandes de financement et d'émettre des propositions de financement ou de refus de financement.

4. Redistribuer les fonds

Les trois comités d'experts indépendants sélectionnent les projets les plus pertinents et les plus innovants. Le conseil d'administration valide les montants et l'allocation des financements finaux proposés par les comités. Les salariés l'informent régulièrement du suivi des actions.

5. S'assurer de la bonne utilisation des fonds

Les équipes du pôle Gestion et finance de Sidaction contrôlent la bonne utilisation des fonds alloués. En complément, Sidaction mandate un cabinet d'audit indépendant pour contrôler sur place associations et structures de recherche. Les équipes des programmes réalisent des actions et des missions de suivi et de renforcement des actions menées par les structures et les personnes soutenues. Sidaction est elle-même auditée tous les ans par un cabinet d'experts comptables qui certifie ses comptes et le bon usage de l'utilisation de ses fonds reçus du public.



Sidaction
Bilan financier

Le mot du Trésorier

Le bilan financier de l'année 2023

L'association poursuit la consolidation de ses fonds propres. L'année 2023 se termine sur un excédent de 1047 060 € et un résultat d'exploitation positif de 874 675 €. Cet excédent portera les fonds propres de Sidaction à un montant de 14 872 926 €.

Les produits d'exploitation sont en baisse et s'établissent à 17 789 142 €, contre 18 888 383 € en 2022. Cette baisse est essentiellement due à un niveau de ressources provenant de legs, de donations et d'assurances-vie moins important qu'en 2022.

Les charges d'exploitation sont, quant à elles, en hausse, à hauteur de 16 914 467 € en 2023, contre 16 254 327 € en 2022. Cette hausse est principalement due à des augmentations de coûts de communication, de collecte et de fonctionnement en partie liées à l'inflation.

Les ratios d'utilisation des fonds sont à des niveaux usuels

- la part consacrée aux missions sociales s'élève à 70,4 % des emplois ;
- la part consacrée aux frais de recherche de fonds représente 22,1 % des emplois ;
- la part consacrée aux frais de fonctionnement représente 7,5 % des emplois.

Le contrôle d'utilisation des fonds

Le contrôle d'utilisation des fonds est un axe prioritaire de Sidaction en tant que bailleur de fonds et en tant que bénéficiaire de financements externes, publics et privés.

En 2023, 31 structures, laboratoires de recherche ou associations ayant bénéficié du soutien financier de Sidaction ont fait l'objet d'audits, dont 11 par le contrôle de gestion interne et 20 par des cabinets externes d'audit. Ces travaux de contrôle se sont avérés satisfaisants : ils n'ont pas mis en évidence d'anomalies particulières et aucun écart majeur n'a été constaté.

Perspectives 2024

Des prévisions prudentes en termes de ressources ont été établies pour l'année 2024 en anticipant une baisse des dons qui pourrait être liée à la situation économique en période d'inflation et d'incertitudes.

Le budget 2024, voté par le conseil d'administration de décembre 2023, projette un total de produits de 18,5 M€ et un total de charges de 19,3 M€.

Les financements versés aux partenaires de Sidaction (associations et équipes scientifiques) devraient s'élever à 6,97 M€ en 2024, soit une hausse conséquente par rapport à 2023 (+ 513,7 K€). Cette évolution est rendue possible grâce au niveau des fonds propres de l'association et lui permet de répondre à ses missions.

Marc Mortureux
Trésorier de Sidaction

Évolution des transferts financiers depuis 2011

L'ensemble des montants suivants sont exprimés en euros.

Transferts financiers	Programmes scientifiques	Programmes internationaux	Programmes associatifs	Total
2011	4 533 041	4 178 782	4 439 399	13 151 222
2012	3 880 154	4 138 546	3 901 117	11 919 817
2013	3 028 523	3 123 526	2 773 123	8 925 172
2014	2 891 026	2 652 482	2 546 200	8 089 709
2015	2 957 993	2 401 855	2 549 522	7 909 370
2016	2 779 434	2 210 303	2 307 867	7 297 604
2017	2 499 735	2 085 403	2 448 483	7 033 621
2018	2 363 550	2 091 433	2 559 342	7 014 325
2019	2 050 694	2 013 099	2 327 108	6 390 900
2020	1 997 841	1 938 781	2 017 000	5 953 622
2021	2 067 284	2 063 996	2 275 319	6 406 599
2022	2 331 400	1 769 261	2 204 380	6 305 041
2023	2 331 260	1 840 030	2 282 858	6 454 147

Ressources collectées en 2023

Répartition par type de ressources conformément au compte de résultat par origine et destination.

Pour un total de
18 007 262 euros



Emploi des ressources

Répartition de l'emploi des ressources collectées conformément au compte de résultat par origine et destination.

Pour un total de
16 960 202 euros



Bilan *

Actif

Actif immobilisé	Brut 2023	Amortissements et dépréciations	Net 2023	Brut 2022	Amortissements et dépréciations	Net 2022
Immobilisations incorporelles	606 089	557 023	49 066	606 089	543 780	62 309
Concessions, brevets, licences, droits et valeurs similaires	606 089	557 023	49 066	606 089	543 780	62 309
Immobilisations corporelles	1 633 753	527 994	1 105 759	1 631 394	510 934	1 120 459
Constructions	1 090 997		1 090 997	1 090 997		1 090 997
Installations techniques, matériel et outillage industriels	542 756	527 994	14 762	540 397	510 934	29 462
Immobilisations en cours	133 437		133 437			0
Immobilisations corporelles en cours	133 437		133 437	0		0
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	1 091 700	0	1 091 700	1 238 325	0	1 238 325
Immobilisations financières	372 472	0	372 472	365 843	0	365 843
Participations et créances rattachées	311 100	0	311 100	308 035	0	308 035
Autres	61 372	0	61 372	57 808	0	57 808
Total (I)	3 837 451	1 085 017	2 752 433	3 841 650	1 054 715	2 786 936

Actif circulant	Brut 2023	Amortissements et dépréciations	Net 2023	Brut 2022	Amortissements et dépréciations	Net 2022
Stocks et en-cours	25 734	0	25 734	28 509		28 509
Créances	1 214 405	0	1 214 405	1 787 630		1 787 630
Créances clients, usagers et comptes rattachés	350 140		350 140	303 797		303 797
Créances reçues par legs ou donations	482 522		482 522	819 440		819 440
Autres	381 742		381 742	664 393		664 393
Valeurs mobilières de placement	7 000 000	0	7 000 000	1 000 000	24 943	975 057
Disponibilités	9 048 811		9 048 811	15 493 852		15 493 852
Charges constatées d'avance	372 813		372 813	198 460		198 460
Total (II)	17 661 762	0	17 661 762	18 508 451	24 943	18 483 508

Total actif	21 499 213	1 085 017	20 414 196	22 350 102	1 079 658	21 270 444
--------------------	-------------------	------------------	-------------------	-------------------	------------------	-------------------

Passif

Fonds propres	Exercice 2023	Exercice 2022	Fonds reportés et dédiés	Exercice 2023	Exercice 2022
Fonds propres sans droit de reprise	46 175	46 175	Fonds reportés liés aux legs ou aux donations	1 518 581	2 035 431
Fonds propres statutaires	46 175	46 175	Total (II)	1 518 581	2 035 431
Réserves	13 779 691	11 165 262			
Autres	13 779 691	11 165 262			
Report à nouveau	0	0			
Excédent ou déficit de l'exercice	1 047 060	2 614 429			
Total (I)	14 872 926	13 825 866			

Dettes	Exercice 2023	Exercice 2022
Dettes fournisseurs		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 101 841	633 506
Dettes des legs ou donations	55 642	22 334
Dettes fiscales et sociales	1 016 296	910 839
Autres dettes	3 423	4 633
Produits constatés d'avance	1 845 488	3 837 835
Total (III)	4 022 689	5 409 147

Total Passif	20 414 196	21 270 444
---------------------	-------------------	-------------------

Compte de résultat *

Produits d'exploitation	Exercice 2023	Exercice 2022
Cotisations	16 260	16 280
Ventes de biens et services	26 404	24 214
Ventes de biens	26 404	24 214
Produits de tiers financeurs	17 630 867	18 755 204
Concours publics et subventions d'exploitation	2 717 610	2 966 385
Ressources liées à la générosité du public	14 518 393	14 571 220
Dons manuels	11 105 066	11 128 560
Mécénats	1 375 347	543 153
Legs, donations et assurances-vie	2 037 981	2 899 507
Contributions financières	394 864	1 217 600
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	0	0
Utilisations des fonds dédiés	0	0
Autres produits	115 612	92 685
Total (I)	17 789 142	18 888 383

Charges d'exploitation	Exercice 2023	Exercice 2022
Variation de stock	2 775	10 641
Autres achats et charges externes	6 194 880	5 875 332
Aides financières	6 456 647	6 305 041
Impôts, taxes et versements assimilés	307 639	298 849
Salaires et traitements	2 448 382	2 292 896
Charges sociales	1 059 241	999 195
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	34 105	46 716
Dotations aux provisions	0	0
Reports en fonds dédiés	0	0
Autres charges	410 796	425 656
Total (II)	16 914 467	16 254 327

Résultat d'exploitation (I-II)	874 675	2 634 056
---------------------------------------	----------------	------------------

Produits financiers	Exercice 2023	Exercice 2022
Autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	13 780	0
Autres intérêts et produits assimilés	175 817	967
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	24 943	0
Différences positives de change	530	22
Total (3)	215 070	2 988

Charges financières	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	0	17 506
Différences négatives de change	726	116
Total (4)	726	17 622

Résultat d'exploitation (III-IV)	214 345	(14 634)
---	----------------	-----------------

Résultat courant avant impôts (I-II + III-IV)	1 089 020	2 619 423
--	------------------	------------------

Produits exceptionnels	Exercice 2023	Exercice 2022
Sur opérations de gestion	3 050	1 971
Total (V)	3 050	1 971

Charges exceptionnelles	Exercice 2023	Exercice 2022
Sur opérations de gestion	4 000	3 552
Total (VI)	4 000	3 552

Résultat exceptionnel (V-VI)	(950)	(1 581)
-------------------------------------	--------------	----------------

Résultat d'exploitation (I-II + III-IV + V - VI)	1 089 020	2 619 423
---	------------------	------------------

Résultat d'exploitation (I-II + III-IV + V - VI - VII)	1 047 060	2 614 429
---	------------------	------------------

Résultat d'exploitation (I-II + III-IV + V - VI - VII - VIII)	1 047 060	2 614 429
--	------------------	------------------

Impôts sur les bénéfices (VII)	41 010	3 412
---------------------------------------	---------------	--------------

Total des produits (I + III + V)	18 007 262	18 893 342
---	-------------------	-------------------

Total des charges (II + IV + VI + VII)	16 960 202	16 278 912
---	-------------------	-------------------

Excédent ou déficit	1 047 060	2 614 429
----------------------------	------------------	------------------

Contributions volontaires en nature	Exercice 2023	Exercice 2022
Dons en nature	30 856	0
Prestations en nature	1 149 245	1 233 720
Bénévolat	213 743	242 827
Total	1 393 845	1 476 548

Charges des contributions volontaires en nature	Exercice 2023	Exercice 2022
Mise à disposition gratuite de biens	30 856	0
Prestations en nature	1 149 245	1 233 720
Personnel bénévole	213 743	242 827
Total	1 393 845	1 476 548

* Exercice du 1^{er} janv. au 31 déc. 2023

Description de l'objet social, des activités ou des missions sociales et des moyens mis en œuvre

D'après les statuts, l'association « a pour but la lutte contre le sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches ».

Sidaction est un bailleur de fonds qui finance des projets de recherche et de soutien aux malades en France et à l'étranger. C'est également un partenaire de mise en place de projets financés par des bailleurs publics et privés.

À cette fin, Sidaction se base sur sa collecte de fonds, ses financeurs publics et privés, son réseau de partenaires en France et à l'international, ses comités d'experts et instructeurs bénévoles ainsi que sur une équipe de 44 salariés.

Les faits significatifs de l'exercice

Si l'année 2023 n'a pas été affectée par un événement extérieur majeur comme les années précédentes (crise sanitaire due au Covid-19 ou conflit en Ukraine), l'inflation subie en France depuis la fin 2022 a cependant eu quelques impacts sur l'augmentation des coûts, notamment sur les frais de collecte.

Le Dîner de la mode a eu lieu le 6 juillet 2023 et la campagne du Sidaction médias s'est déroulée du 24 au 26 mars 2023.

Principes et méthodes comptables

Les comptes annuels sont établis et arrêtés selon la réglementation française en vigueur, notamment en tenant compte des dispositions réglementaires suivantes :

- règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, relatif au plan comptable général ;
- règlement ANC n° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif et modifié par :
 - le règlement ANC n° 2020-08 du 4 décembre 2020,
 - le règlement ANC n° 2022-04 du 30 juin 2022.

Le règlement ANC n° 2022-04 a notamment modifié des dispositions spécifiques relatives à la tenue d'un état séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger (EAR). Sidaction, association recevant plus de 153 000 € de dons, est dorénavant concernée par l'établissement de cet état financier et par l'intégration d'une version synthétique dans les annexes de ses comptes. Ce tableau liste l'ensemble des avantages et des ressources reçus au cours de l'exercice en provenance d'États étrangers, de personnes morales étrangères ou de personnes physiques non résidentes en France.

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués selon la méthode des coûts historiques dans le respect de la continuité de l'exploitation, de la permanence des méthodes (à l'exception de la première application du règlement ANC n° 2022-04, relatif à l'état séparé des avantages et des ressources reçus de l'étranger présenté en notes p. 56) et de la séparation des exercices.



Informations relatives au bilan

ACTIF

Immobilisations incorporelles

La durée réelle d'utilisation des immobilisations incorporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes : 3 ans pour les immobilisations incorporelles.

Droits, brevets, licences :

Valeurs brutes

Total au 31/12/22	Dotations 2023	Reprises 2023	Total au 31/12/23
606 089 €			606 089 €

Amortissements*

Total au 31/12/22	Dotations 2023	Reprises 2023	Total au 31/12/23
543 780 €	13 243 €	- €	557 023 €

Immobilisations corporelles

La durée réelle d'utilisation des immobilisations corporelles est prise en compte comme base de calcul. Les durées d'amortissement sont donc les suivantes :

- 5 ans pour les travaux et les imprimantes ;
- 3 ans pour le mobilier de bureau ;
- 3 ans pour les ordinateurs fixes ;
- 2 ans pour les ordinateurs portables.

Constructions :

Valeurs brutes

Total au 31/12/22	Acquisitions 2023	Diminutions 2023	Total au 31/12/23
1 090 997 €			1 090 997 €

Cette immobilisation n'est pas amortissable, car il s'agit d'une œuvre d'art. *L'Artère*, œuvre pérenne de Fabrice Hyber située dans le parc de la Villette (Paris), a été inaugurée le 1^{er} décembre 2006. Cette œuvre, correspondant à un lieu de connaissance et de mémoire du sida, dont les droits ont été cédés à Sidaction, a été en partie financée par la Direction aux arts plastiques et par la Mairie de Paris. Le montant brut de l'immobilisation correspond à la part des coûts de construction (réalisation entre 2004 et 2006) supportée par les fonds propres de Sidaction.

Installations et aménagements :

Valeurs brutes

Total au 31/12/22	Acquisitions 2023	Diminutions 2023	Total au 31/12/23
296 911 €			296 911 €

Amortissements*

Total au 31/12/22	Dotations 2023	Reprises 2023	Total au 31/12/23
295 468 €	1 178 €		296 646 €

Matériel de bureau et informatique :

Valeurs brutes

Total au 31/12/22	Acquisitions 2023	Diminutions 2023	Total au 31/12/23
191 333 €	4 142 €	3 803 €	191 673 €

Amortissements*

Total au 31/12/22	Dotations 2023	Reprises 2023	Total au 31/12/23
165 530 €	18 813 €	3 803 €	180 540 €

Mobilier :

Valeurs brutes

Total au 31/12/22	Acquisitions 2023	Diminutions 2023	Total au 31/12/23
52 152 €	2 020 €		54 172 €

Amortissements*

Total au 31/12/22	Dotations 2023	Reprises 2023	Total au 31/12/23
49 936 €	872 €		50 807 €

Immobilisations en cours

Valeurs brutes

Total au 31/12/22	Acquisitions 2023	Diminutions 2023	Total au 31/12/23
	133 437 €		133 437 €

Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Valeurs brutes

Total au 31/12/22	Acquisitions 2023	Diminutions 2023	Total au 31/12/23
1 238 325 €	493 300 €	639 925 €	1 091 700 €

Immobilisations financières

Ce montant correspond à :

- des dépôts de garantie versés par l'association pour ses locaux administratifs. Il s'agit donc de créances à plus d'un an ;
- des parts sociales du Crédit coopératif.

Stocks

Les stocks s'élèvent à 25 734 €, à la fois pour la boutique et pour les opérations régionales.

Créances reçues par legs ou donations

Les créances reçues par legs ou donations sont de 482 522 €.

Autres créances

Le montant de 381 742 € correspond à :

- des fournisseurs débiteurs, pour 2 051 € ;
- des créances diverses, pour 53 940 € ;
- des produits à recevoir, pour 286 719 € ;
- des partenariats, pour 39 023 €.

Toutes les créances sont d'échéance à moins d'un an.

Valeurs mobilières de placement

Le stock des valeurs mobilières de placement constaté au 31 décembre 2023 s'établit à 7 000 000 €. Il est constitué de deux comptes à terme à 1 000 000 € chacun, de deux comptes à terme à 500 000 € chacun, d'un titre de créances bancaire à 2 000 000 € et de deux titres de créances bancaires à 1 000 000 € chacun.

Disponibilités

Les disponibilités, d'un montant total de 904 811 €, sont constituées :

- des valeurs à l'encaissement de dons reçus au mois de janvier 2024, mais datés de l'année 2023 pour un montant de 200 522 € ;
- des comptes bancaires et postaux courants, ainsi que des livrets qui affichent une valeur globale de 881 811 € ;
- des intérêts courus à recevoir, pour 29 409 € ;
- de la caisse, pour un montant de 699 €.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 372 813 €. Il s'agit :

- des contrats d'abonnement et de maintenance courant sur plusieurs exercices, des assurances et des loyers du premier trimestre, pour un montant de 105 863 € ;
- des charges de programmes, pour 149 595 € ;
- des charges de communication, pour 117 356 €.

Produits à recevoir

Les divers produits à recevoir s'élèvent à 286 719 €. Ils sont constitués de :

- L'Initiative (projet Adolescents, phase 2) : 80 694 € ;
- L'Initiative (projet Santé sexuelle) : 121 079 € ;
- ViiV Healthcare (UJC 2022) : 35 000 € ;
- Fondation de France (plateforme Elsa) : 45 147 € ;
- Coordination Sud FRIO (plateforme Elsa) : 4 800 €.

* linéaires sur la durée de vie du bien

Fonds propres

Les fonds propres statutaires de 46 175 € sont maintenus.

La réserve votée lors de l'assemblée générale de 1998 (1524 490 €) a été augmentée d'une partie du résultat 2007 pour 500 000 € puis augmentée de 1427 882 € lors de l'assemblée générale de 2015. De plus, en 2015, le solde des comptes de fonds dédiés, correspondant aux affectations successives de résultats au cours des exercices précédents, a été transféré au compte de réserves. Depuis 2015, l'assemblée générale en N affecte le résultat N-1 aux réserves.

L'assemblée générale de 2023 a affecté le résultat 2022 aux autres réserves, ce qui porte celles-ci à 13 779 691 €.

Le résultat 2023 positif de 1047 060 € se trouve sur la ligne « Excédent ou déficit de l'exercice » au passif du bilan. Le détail des fonds propres est présenté dans le tableau suivant :

Libellé	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	Solde à la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	46 175				46 175
Réserves	11 165 262	2 614 429			13 779 691
Report à nouveau	0				0
Excédent ou déficit de l'exercice	2 614 429	-2 614 429	1 047 060		1 047 060
Total	13 825 866	0	1 047 060	0	14 872 926

Fonds reportés et dédiés

Fonds reportés liés aux legs ou aux donations :

Total au 31/12/22	Report 2023	Utilisations 2023	Total au 31/12/22
2 035 431 €	812 718 €	1 329 568 €	1 518 581 €

Il s'agit de la partie des legs acceptés, mais non encore encaissés. Fin 2023, ces fonds reportés liés aux legs ou aux donations s'élèvent à 1 518 581 €.

Dettes

Les dettes fournisseurs (1101841€) correspondent à des frais du dernier trimestre 2023, dont le règlement interviendra en 2024 (909 278 €), et à des factures non parvenues (192 563 €).

Les dettes des legs ou des donations s'élèvent à 55 642 €, dont 41 292 € de dettes acceptées lors de délibérations en 2023 et 14 350 € de solde du passif de dossiers clôturés.

Les dettes fiscales et sociales (1016 296 €) correspondent :

- aux charges salariales du quatrième trimestre 2023, réglées en 2024 (159 136 €) ;
 - aux charges fiscales de 2023, réglées en 2024 (55 299 €) ;
 - aux provisions pour congés payés (801 372 €) ;
 - aux autres salaires (489 €).
- Toutes les dettes sont d'échéance à moins d'un an.

Les autres dettes (3 423 €) correspondent à des versements réalisés fin 2023 dans le cadre des financements aux partenaires, mais décaissés en janvier 2024.

Engagements hors bilan

Missions sociales

Dans la procédure d'attribution de financements, les engagements du conseil d'administration (CA) ne deviennent exécutoires qu'à compter de la signature d'une convention de financement avec le tiers destinataire des fonds. Toutefois, il est apparu utile de faire figurer ici l'ensemble des décisions du CA portant sur les financements. En 2023, les engagements sont donc les suivants :

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés, pour moitié, au fonds Recherche et soins, et, pour moitié, au fonds Prévention et aide aux malades.

Financements 2023	Fonds Prévention et aide aux malades	Fonds Recherche
Solde des financements à verser au 31/12/22	140 821	3 662 049
Nouveaux engagements et modifications 2023	3 212 273	3 361 909
Versements effectués durant l'exercice 2023	3 207 620	3 237 252
Reliquats déduits de versements 2023	7 776	0
Solde des soutiens financiers au 31/12/23	137 698	3 786 706

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 1845 488 €.

Il s'agit, en majorité, de produits de subventions, de dons de mécénats ou de contributions financières reçus dans l'année, mais non consommés en fin d'exercice 2023, car ils seront utilisés pour des projets réalisés en 2024 ou qui s'étaleront sur plusieurs années :

- une subvention de l'Agence française de développement (AFD) pour 1 305 219 € (programme Tremplins 1) ;
- une subvention de l'AFD, pour 52 704 € (plateforme Elsa) ;
- une subvention de la Mairie de Paris, pour 28 140 € (Paris sida Sud 2023) ;
- une subvention de la Mairie de Paris, pour 115 000 € (Paris sida Sud 2024) ;
- un don de la société Yves Saint Laurent, pour 112 426 € ;
- une contribution financière du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté, pour 20 000 €.

Pour le reste, il s'agit des produits encaissés en fin d'année 2023 pour le Dîner de la mode 2024 (212 000 €).

Charges à payer

Les charges à payer s'élèvent à 1035 775 €. Elles sont constituées de :

- fournisseurs, factures non parvenues : 192 562 € ;
- dettes provisionnées pour congés : 527 218 € ;
- provisions sur salaires : 489 € ;
- charges sociales sur congés à payer : 274 154 € ;
- État, autres charges à payer : 41 352 €.

Informations relatives au compte de résultat

Produits d'exploitation

Les cotisations reçues à hauteur de 16 260 € correspondent aux cotisations des membres du conseil d'administration de Sidaction et des membres de la plateforme Elsa hébergée par l'association. Elles sont reconnues à la suite d'un appel à cotisations.

Les opérations de ventes de biens et de services, qui s'élèvent à 26 404 €, se composent :

- de la boutique en ligne, pour 7 125 € ;
- d'abonnements au journal *Ensemble*, pour 142 € ;
- de matériel pour des opérations régionales, pour 19 421 €.

Les concours publics et les subventions d'exploitation s'élèvent à 2 717 610 € et se composent :

- d'une subvention de l'AFD (1753 598 €) dans le cadre du programme Tremplins 1 ;
- d'une subvention de l'AFD (170 923 €) dans le cadre de la plateforme Elsa ;
- d'une subvention de la Direction générale de la santé (90 000 €) dans le cadre de missions en Outre-mer ;
- d'une subvention du ministère de la Justice (31 000 €) dans le cadre de missions en milieu pénitentiaire français ;
- de subventions de la Mairie de Paris (171 860 €) dans le cadre de projets internationaux ;
- d'une subvention de L'Initiative via Expertise France (204 338 €) dans le cadre du programme Adolescents ;
- d'une subvention de L'Initiative via Expertise France (280 041 €) dans le cadre du programme Santé sexuelle ;
- des subventions de la DRFIP (15 850 €) pour la prise en charge d'une partie des coûts des contrats en alternance.

Les produits de subventions reçus dans l'année, mais non consommés en fin d'année sont comptabilisés en produits constatés d'avance.

Les produits de subventions non reçus dans l'année, mais consommés dans l'année sont comptabilisés en produits à recevoir.

Les ressources liées à la générosité du public s'élèvent à 14 518 393 € et concernent :

- les dons manuels de particuliers, pour 11 105 066 € ;
- les mécénats d'entreprises, pour 1 375 347 € ;
- les legs, donations et assurances-vie encaissés durant l'exercice, pour 2 037 981 €.

Produits	Montants
Montant perçu au titre de l'assurance-vie	390 298
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	788 366
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être vendus	982 392
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être vendus	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou aux donations	1 329 568
Total produits	3 490 624
Charges	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	639 925
Dotations aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs et donations	812 718
Total charges	1 452 643
Solde de la rubrique	2 037 981

Les contributions financières (394 864 €) correspondent à des recettes issues de personnes morales privées à caractère non lucratif.

Les autres produits (115 612 €) sont constitués de :

- droits d'auteurs, pour 53 721 € ;
- restitutions sur financements, pour 45 669 € ;
- produits divers, pour 16 221 €.

Produits financiers

Les produits financiers (215 070 €) correspondent aux intérêts générés par les placements à court terme de la trésorerie de l'association (175 817 €), au rachat d'un contrat de capitalisation début 2023 (38 723 €) et à des gains de change sur des virements à l'international (530 €).

Frais liés aux administrateurs

En 2023, Sidaction a pris en charge les frais engendrés par la participation des administrateurs et des administratrices au conseil d'administration et à l'assemblée générale pour un montant de 21 704 €.

Valorisation des contributions volontaires en nature

Les contributions volontaires en nature s'élèvent à 1 393 845 € et se décomposent comme suit :

- 1 149 245 € de prestations en nature ;
- 213 743 € de bénévolat ;
- 30 856 € de dons en nature.

Le bénévolat :

Pour l'instruction des demandes de financement émanant des associations, des laboratoires de recherche ou des jeunes chercheurs et du secteur des soins, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins, qui apportent bénévolement leur

expérience de la lutte contre le sida dans le processus d'attribution des fonds collectés auprès du public. Ils interviennent en amont des réunions de comité afin d'expertiser les dossiers de demande de financement et se réunissent en sessions plénières pour examiner les projets présentés ou en comité restreint pour l'évaluation des projets soutenus, les demandes de report ou de modification d'affectation de financements, les demandes d'aide d'urgence ou les demandes de financement exceptionnel.

Au 31 décembre 2023 :

- le comité associatif Sida, chargé d'instruire les projets déposés par les associations françaises, comptait 21 membres ;
- le comité scientifique et médical, chargé d'instruire les projets de recherche et les demandes de jeunes chercheurs, comptait 36 membres ;
- le comité international, chargé d'instruire les projets déposés par les associations internationales, comptait 21 membres.

Chaque dossier est expertisé par deux à trois instructeurs, le temps d'expertise étant de une à trois heures, selon le type de projet présenté. Compte tenu du nombre de dossiers étudiés, que ce soit pour une demande de financement ou une évaluation, le temps que les experts ont consacré à l'examen des financements accordés par Sidaction est estimé, en 2023, à :

- 1 054 heures de travail pour les experts du comité associatif Sida ;
- 673 heures de travail pour les experts du comité scientifique et médical ;
- 690 heures de travail pour les experts du comité international.

Différents experts sont également sollicités dans le cadre des missions menées par Sidaction afin de participer à des groupes de travail et de réflexion, tels que le groupe experts Prison. En 2023, ils ont effectué 165 heures de travail bénévole. Par ailleurs, Sidaction a fait appel au bénévolat dans le cadre de l'organisation des opérations de collecte et de communication, et en soutien occasionnel pour les différents pôles de l'association. Dans le cadre du Sidaction médias 2023, la générosité des bénévoles, qui ont assuré la réception des appels des téléspectateurs souhaitant faire une promesse de don, a apporté 3 514 heures de réponses téléphoniques à l'association. Toujours dans le cadre de la collecte de fonds, le Dîner de la mode, organisé en juillet 2023, a nécessité 165 heures de travail bénévole. Enfin, le conseil d'administration se réunit environ cinq fois par an et sollicite la présence de ses membres. En 2023, les administrateurs ont fait don de 180 heures. La valorisation du bénévolat se définit au Smic horaire pour la prise d'appels sur les plateaux téléphoniques lors du Sidaction médias et à trois fois le Smic horaire pour la participation aux comités, au conseil d'administration, à l'organisation d'événements de collecte et à différentes expertises de programmes.

Les contributions volontaires en nature s'élèvent à 1 393 845 € et se décomposent comme suit :

Les prestations et dons en nature :

Le Sidaction médias ne pourrait pas exister sans la générosité de nos partenaires, qu'il s'agisse des 35 médias qui pendant trois jours ouvrent leurs antennes à Sidaction, des entreprises qui mettent à notre disposition leurs plateaux téléphoniques pour la réception des promesses de dons ou des réseaux d'affichage, titres de presse et sites internet qui diffusent notre campagne d'appel aux dons. Les prestations en nature se valorisent au montant hors

taxe de la prestation et les dons en nature au prix de revient, lorsque nous avons l'information, ou au coût d'une prestation ou d'un bien équivalent. Pour l'année 2023, l'association peut valoriser les prestations et les dons en nature liés au Sidaction médias pour un montant total de 997 363 €, en majorité pour la production et la diffusion de la campagne d'appel à dons sur les différents supports (télévision, radio, magazine et affiche). Sidaction a aussi bénéficié de prestations et de dons en nature pour l'organisation d'autres événements et opérations de collecte pour un montant de 182 738 €.

Information sur la rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants au sens de l'article 20 de la loi du 23 mai 2006

Les trois plus hauts cadres dirigeants de l'association Sidaction sont la présidente, la vice-présidente et le trésorier. Ils ne perçoivent aucune rémunération de Sidaction.

Information sur les cinq plus hautes rémunérations

Le montant annuel brut des cinq rémunérations les plus importantes s'élève à 367 294 €. Elles correspondent à un emploi salarié en contrat à durée indéterminée.

Information sur les indemnités de fin de carrière des salariés

Les indemnités de fin de carrière ne sont pas provisionnées au bilan de l'association. Le montant total des engagements s'élève à 386 k€ au 31 décembre 2023. L'engagement total était de 314 k€ au 31 décembre 2022.

Les principales hypothèses retenues pour le calcul des indemnités sont les suivantes :

- taux de revalorisation annuelle des salaires de 1% ;
- taux d'actualisation de 3,17 % ;
- taux de turnover appliqué par tranche d'âge ;
- âge de départ à la retraite de 64 ans (pour les personnes nées à partir du 1^{er} janvier 1968), 62 ans (pour les personnes nées avant le 1^{er} septembre 1961), augmentation progressive de 62 ans à 64 ans à raison de trois mois par année de naissance entre le 1^{er} septembre 1961 et le 31 décembre 1967).

Modification de la composition du personnel

Catégorie	Effectif au 31/12/22	Entrées (1)	Départs (2)	Effectif au 31/12/23
Non-cadres	1 CDI	2 CDI	2 CDI	1 CDI
	0 CDD	0 CDD	0 CDD	0 CDD
Cadres	40 CDI	10 CDI	7 CDI	43 CDI
	2 CDD	3 CDD	5 CDD	0 CDD
Total	43	15	14	44

1. Y compris les passages d'une catégorie non-cadre à cadre ou les transformations de contrats de CDD en CDI.
2. Correspondant à 42,21 équivalents temps plein.

Information sur les honoraires des commissaires aux comptes

Conformément au décret n° 2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes, figurant au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023, est de 27 960 € au titre du contrôle légal et de 44 520 € en ce qui concerne des travaux d'audit spécifiques sur les projets financés par Sidaction ou par d'autres bailleurs.

Événements postérieurs

La 21^e édition du Dîner de la mode a eu lieu le 25 janvier 2024, renouant avec la période de tenue de l'événement avant la crise sanitaire liée au Covid-19. Le Sidaction médias 2024 s'est déroulé les 22, 23 et 24 mars, avec un niveau de collecte équivalent à l'édition 2023. L'association est vigilante à l'égard des effets économiques résultant de l'inflation et du conflit en Ukraine.

Informations relatives aux legs et aux donations

En 2024, Sidaction a accepté, pour le moment, deux legs pour une valeur globale de 29 000 €.

Compte de résultat par origine de destination de Sidaction

A. Produits et charges par origine et destination

Produits par origine	Total	Dont générosité du public
1. Produits liés à la générosité du public	14 518 393	14 518 393
1.1 Cotisations sans contrepartie	0	0
1.2 Dons, legs et mécénats	14 518 393	14 518 393
Dons manuels	11 105 066	11 105 066
Legs, donations et assurances-vie	2 037 981	2 037 981
Mécénats	1 375 347	1 375 347
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	0	0
2. Produits non liés à la générosité du public	746 316	
2.1 Cotisations avec contrepartie	16 260	
2.2 Parrainage des entreprises	0	
2.3 Contributions financières sans contrepartie	394 864	
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	335 192	
3. Subventions et autres concours publics	2 717 610	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	24 943	0
5. Utilisations des fonds dédiés antérieurs	0	0
Total	18 007 262	14 518 393

Charges par destination

	Total	Dont générosité du public
1. Missions sociales	11 931 867	9 171 348
1.1 Réalisées en France	8 114 962	7 737 523
Actions réalisées par l'organisme	3 500 845	3 238 827
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	4 614 117	4 498 696
1.2 Réalisées à l'étranger	3 816 904	1 433 824
Actions réalisées par l'organisme	1 976 874	433 635
Versements à un organisme central ou à d'autres organismes	1 840 030	1 000 190
2. Frais de recherche de fonds	3 749 313	3 460 639
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	3 662 016	3 460 639
2.2 Frais de recherche d'autres ressources	87 297	0
3. Frais de fonctionnement	1 238 013	909 163
4. Dotations aux provisions et dépréciations	0	0
5. Impôt sur les bénéficiaires	41 010	
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	0	0
Total	16 960 202	13 541 150

Excédent ou déficit **1 047 060** **977 244**

B. Contributions volontaires en nature

Produits par origine	Total	Dont générosité du public
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	425 700	425 700
Bénévolat	69 691	69 691
Prestations en nature	345 932	345 932
Dons en nature	10 077	10 077
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public	952 465	
3. Concours publics en nature	15 679	
Prestations en nature	0	
Dons en nature	15 679	
Total	1 393 845	425 700

Charges par destination

	Total	Dont générosité du public
1. Contributions volontaires aux missions sociales	165 524	10 077
Réalisées en France	129 539	10 077
Réalisées à l'étranger	35 984	0
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds	1 218 937	415 624
3. Contributions volontaires au fonctionnement	9 385	0
Total	1 393 845	425 700

Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023



Compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

Emplois par destination

Emplois de l'exercice	Exercice 2023	Exercice 2022
1. Missions sociales	9 171 348	8 768 865
1.1 Réalisées en France	7 737 523	7 451 587
Actions réalisées directement	3 238 827	2 950 185
Versements à d'autres organismes	4 498 696	4 501 402
1.2 Réalisées à l'étranger	1 433 824	1 317 278
Actions réalisées directement	433 635	353 713
Versements à d'autres organismes	1 000 190	963 565
2. Frais de recherche de fonds	3 460 639	2 951 871
Frais d'appel à la générosité du public	3 460 639	2 918 244
Frais de recherche d'autres ressources	0	33 627
3. Frais de fonctionnement	909 163	1 161 757
Total	13 541 150	12 882 493

Excédent de la générosité du public de l'exercice	Exercice 2023	Exercice 2022
	977 244	1 688 727
Total	14 518 393	14 571 220

Contribution volontaires en nature

Emplois de l'exercice	Exercice 2023	Exercice 2022
1. Contributions volontaires aux missions sociales	10 077	0
Réalisées en France	10 077	0
Réalisées à l'étranger	0	0
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds	415 624	294 725
3. Contributions volontaires au fonctionnement	0	0
Total	425 700	294 725

Ressources par origine

Ressources de l'exercice	Exercice 2023	Exercice 2022
1. Ressources liées à la générosité du public	14 518 393	14 571 220
1.1 Cotisations sans contrepartie	0	0
1.2 Dons, legs et mécénats	14 518 393	14 571 220
Dons manuels	11 105 066	11 128 560
Legs, donations et assurances-vie	2 037 981	2 899 507
Mécénats	1 375 347	543 153
1.3 Autres ressources liées à la générosité du public	0	0
Total	14 518 393	14 571 220

Ressources reportées liées à la générosité du public en début d'exercice (hors fonds dédiés)	Exercice 2023	Exercice 2022
	1 688 727	0
(+) Excédent ou (-) insuffisance de la générosité du public	977 244	1 688 727
(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice	0	0
Ressources reportées liées à la générosité du public en fin d'exercice (hors fonds dédiés)	2 665 971	1 688 727

Contribution volontaires en nature

Ressources de l'exercice	Exercice 2023	Exercice 2022
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public	425 700	294 725
Bénévolat	69 691	79 380
Prestations en nature	345 932	215 345
Dons en nature	10 077	0
Total	425 700	294 725

Notes sur le compte de résultat par origine et destination (Crod) et le compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public (CER)

Règles et méthodes d'établissement du Crod et du CER : le Crod et le CER sont établis sur base du compte de résultat.

A. Note sur les charges / emplois

La présentation du compte de résultat par origine et destination (Crod) fait apparaître les charges totales de l'année et la part financée par les ressources collectées auprès du public. Le total de ces charges est de 16 960 202 € ; elles sont classées par destination.

1 — Information sur les missions sociales

Conformément aux statuts de Sidaction, les missions sociales se définissent comme suit : « Sidaction mène des actions de lutte contre le sida par la collecte et la répartition de fonds destinés au financement de la recherche et des activités de prévention, d'entraide, d'amélioration de la qualité de la vie et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches. L'association soutient la réalisation de nouvelles actions et le développement et l'extension des actions entreprises à cette fin. »

Avec le cadre normalisateur du Crod et du CER, les missions sociales sont réparties entre :
 — les actions réalisées en France ;
 — les actions réalisées à l'étranger.
 Ainsi qu'en deux secteurs d'activité distincts :
 — les actions réalisées directement par Sidaction ;
 — les versements à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida.

1.1 — Information sur les actions réalisées en France

Actions réalisées directement
 Les programmes réalisés en France par Sidaction s'élèvent à 3 500 845 € et se décomposent comme suit :

- 1 018 433 € pour la coordination de l'appel à projets associatif France, le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés en France métropolitaine et d'Outre-mer, mais également pour le plaidoyer, l'analyse des données et l'appui des partenaires associatifs français sur les thématiques « Milieu pénitentiaire » et « Minorités sexuelles » ;
- 675 191 € pour la coordination de l'appel à projets scientifique et médical, le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés pour la recherche, ainsi que pour le plaidoyer sur ce domaine et l'appui des partenaires français en « Recherche opérationnelle » ;
- 1 807 220 € pour l'information, la sensibilisation et les opérations d'échange et de visibilité, telles que le magazine en ligne *Transversalmag*, le journal *Ensemble*, les événements comme le Sidaction médias, la Marche des fiertés, le Gaming for Sidaction, la Convention Sidaction ou encore la Journée mondiale de lutte contre le sida, ainsi qu'une partie des outils de communication et des opérations à destination du grand public.

Les actions menées en propre par Sidaction regroupent les coûts directs et indirects affectés aux missions sociales qui disparaîtraient, conformément à la réglementation, si la mission sociale n'était pas réalisée.

Ces coûts se répartissent en trois grandes familles :
 — Les coûts directs des missions : les achats, les prestations de services, les frais de déplacement, les frais d'audit et les salaires, et les charges sociales des chargés de mission.
 — Le suivi des financements, conseil et formation : les coûts d'instruction et de suivi des projets financés (réunion des comités, suivi des structures financées), les salaires et charges et les frais généraux directs des programmes, hors frais liés aux missions conduites en propre par l'association.
 — Les frais indirects des actions réalisées : cette rubrique comprend un pourcentage des frais de loyers et charges des bureaux. La clé de répartition de ces frais correspond aux mètres carrés de bureaux utilisés par programme, mission et projet. Elle comprend également un pourcentage des salaires et des charges des postes qui s'occupent des moyens généraux.

Versements à d'autres organismes agissant en France

Il s'agit des financements accordés par Sidaction à des structures qui mènent des actions de lutte contre le sida en France, que ce soit pour les programmes d'information, de prévention et d'aide aux malades ou pour la recherche scientifique et médicale.

Les financements des programmes en France se répartissent comme suit :

Soutien aux associations et leurs bénéficiaires	2 282 858 €
Appel à projets France	2 271 432 €
Urgences	11 426 €
Recherche scientifique et médicale	2 331 260 €
Appel à projets Jeunes chercheurs	1 022 154 €
Appel à projets Aides aux équipes	1 184 784 €
Projets de recherche opérationnelle	124 322 €

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes qui mènent des actions de lutte contre le sida en France est de 4 614 117 €.

1.2 — Information sur les actions réalisées à l'étranger

Actions réalisées directement
 Les programmes réalisés par Sidaction à l'international (Afrique et Europe de l'Est) s'élèvent à 1 976 874 € et comprennent :
 — la coordination de l'appel à projets International ;
 — le suivi, la valorisation et le contrôle des projets financés en Afrique et en Europe de l'Est ;
 — le plaidoyer et l'analyse des données ;
 — l'appui des partenaires associatifs internationaux sur les thématiques « Milieu pénitentiaire », « Continuum des soins », « Enfants, jeunes/adolescents » et « Minorités sexuelles » ;
 — l'appui des partenaires internationaux en recherche opérationnelle et la plateforme Elsa, réseau hébergé par Sidaction et composé de quatre membres (Solthis, Solidarité Sida, le Planning Familial et Sidaction).

Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger
Cette rubrique comprend les financements accordés par Sidaction à des structures qui mènent des actions de lutte contre le sida de prévention et d'aide aux malades, et de recherche dans les pays en développement ou en transition.

Les financements des programmes à l'international se répartissent comme suit:

Appel à projets International	1810 421 €
Urgences	29 609 €

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

2 — Information sur les frais de recherche de fonds

Les coûts affectés aux frais de recherche de fonds s'élèvent à 3749 313 € et sont répartis en:
— frais d'appel à la générosité du public;
— frais de recherche d'autres ressources.

Frais d'appel à la générosité du public
Cette rubrique comprend tous les coûts directs liés aux appels à dons (conception, réalisation et diffusion de mailings, newsletters, organisation des événements Sidaction médias, Dîner de la mode, Gaming for Sidaction, etc.), au traitement des dons (émission de reçus fiscaux, base de données, frais financiers, etc.), ainsi que les frais liés à la communication institutionnelle à destination principalement des donateurs (site internet, rapport d'activité) ou des notaires et du grand public dans le cadre de la politique de développement des legs.

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

B — Note sur les affectations par destination des charges issues des produits collectés auprès du public

La présentation du Crod appelle à un traitement différencié des charges en fonction de l'origine des produits qui ont permis leur financement.

L'affectation est réalisée de façon spécifique en fonction du type de produits et de ce qu'ils financent. Les produits non liés à la générosité du public et les subventions sont directement retirés de l'affectation des charges issues des produits collectés auprès du public. Il est donc procédé par exclusion pour obtenir l'affectation par destination des charges issues des produits collectés auprès du public.

Les ressources qui financent les programmes font l'objet d'une convention de financement et nécessitent un suivi précis en termes d'emploi et spécifique en comptabilité analytique.

La présentation du CER fait apparaître uniquement la part des emplois financée par les ressources collectées auprès du public. Le total de ces emplois est de 13 541 150 €; ils sont également classés par destination.

Sidaction

Le Sidaction médias a engendré des coûts à hauteur de 1 020 390 €, comprenant les frais des opérations de marketing direct menées en parallèle de l'opération et y prenant appui pour susciter les dons (527 045 €).

Les coûts directs d'appel à la générosité du public représentent un total de 3 662 016 €. Ils se décomposent, en plus des 1 020 390 € des coûts d'organisation du Sidaction médias, en:
— coûts d'appel à la générosité du public par courrier ou en face à face (1 210 914 €);
— coûts d'appel à la générosité du public par internet (208 426 €);
— coûts de gestion des dons et des relations avec les donateurs et donatrices (378 407 €);
— coûts d'organisation d'événements autres que le Sidaction médias (522 229 €);
— coûts de traitement des legs et de communication auprès des notaires et du grand public (1 007 733 €).

Par ailleurs, cette rubrique comprend les frais de fonctionnement directs du service de collecte et de communication, les achats de biens et de services, les frais de participation à des conférences, les salaires et les charges, ainsi que les frais de communication tels que les relations presse et la communication institutionnelle (172 312 €).

Enfin, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux, les frais indirects s'élèvent à 48 607 € et se composent de la répartition des frais de loyers et de charges des bureaux.

Frais de recherche d'autres ressources
Cette rubrique comprend les frais liés à la recherche de nouveaux partenariats, aux opérations régionales et à la boutique.

Les coûts directs des autres activités liées à la collecte de fonds représentent un total de 87 297 €, dont 83 170 € consacrés aux opérations régionales, 1 326 € pour la boutique et 2 801 € pour les droits d'auteurs.

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

1 — Missions sociales financées par la générosité du public

Pour l'année 2023, les missions sociales financées par la générosité du public représentent 9 171 348 €.

1.1 — Information sur les actions réalisées en France

Actions réalisées directement
Les actions menées en France et financées par la générosité du public s'élèvent à 3 238 827 €, soit:
— 888 916 € pour les actions d'aide aux malades et de prévention;
— 675 191 € pour les actions de recherche scientifique et médicale;
— 1 674 720 € pour les événements d'échanges, de visibilité et de sensibilisation.

Versements à d'autres organismes agissant en France
Les versements en France financés par les ressources collectées auprès du public s'élèvent à 4 498 696 €, soit:
— 2 265 875 € pour des structures qui mènent des actions d'aide aux malades et de prévention;
— 2 232 821 € pour des structures qui mènent des actions de recherche scientifique et médicale.

Rapport d'activité 2023

3 — Information sur les frais de fonctionnement

Sont affectées aux frais de fonctionnement toutes les charges relatives à la gouvernance de l'association (organisation des conseils d'administration, voyages et déplacements des administrateurs, assurances des membres des différentes instances), au service administratif et financier (frais de comptabilité et d'audit annuel des comptes, frais du service juridique, gestion des ressources humaines, salaires et charges sociales et frais financiers non directement liés aux missions sociales ou aux opérations de collecte, etc.) et à la direction générale (missions, déplacements et salaires).

Ils comprennent également une part des loyers et charges, conformément à la clé de répartition par superficie des bureaux et un pourcentage des salaires et charges des postes s'occupant des moyens généraux.

Le montant total des frais de fonctionnement de l'association, pour son administration, est de 12 388 013 €.

4 — Information sur l'impôt sur les bénéfices

L'impôt sur les bénéfices au titre de l'année 2023, calculé et provisionné par Sidaction, correspond à 41 010 €. Cette charge 2023 n'est pas issue des ressources collectées auprès du public.

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

Rapport d'activité 2023

C — Note sur les produits et les ressources

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

Le Crod détaille les produits par origine et fait une distinction entre les produits liés à la générosité du public et ceux qui ne le sont pas. Le total des ressources est de 18 007 262 €.

Le CER fait apparaître uniquement la part des ressources liées à la générosité du public. Le total de ces ressources est de 14 518 393 €.

1 — Information sur les produits liés à la générosité du public

Durant l'exercice 2023, les opérations faisant appel à la générosité du public ont permis de collecter 14 518 393 € auprès de particuliers, d'entreprises, d'associations ou de collectivités locales.

Conformément à l'article 19 des statuts de Sidaction, qui précise : « Les ressources nettes collectées par l'association après déduction des frais de gestion et de collecte des fonds sont réparties par le conseil d'administration à raison de:
— 50 % pour financer des travaux de recherche et d'amélioration de la qualité de la vie des personnes atteintes par l'infection à VIH en France et à l'étranger;
— 50 % pour financer des activités d'information, de prévention, d'entraide et de soutien aux personnes atteintes par l'infection à VIH et/ou à leurs proches, en France et à l'étranger.»
Toutes les ressources de Sidaction sont affectées par le conseil d'administration conformément aux statuts.

1.2 — Information sur les dons, legs et mécénats

Dons manuels
Les dons collectés auprès de particuliers s'élèvent à 11 105 066 € et se décomposent comme suit:
— 4 981 692 € proviennent de prélèvements automatiques grâce, entre autres, à des opérations de street marketing ou de télémarketing, contre 4 833 537 € au cours de l'année 2022 (soit une hausse de 3 %);
— 3 691 430 € sont issus des opérations de marketing direct, par courrier ou par le dispositif téléphonique le 110 et SMS, contre 3 865 199 € en 2022 (soit une baisse de 4,5 %),
— 2 383 931 € proviennent de la collecte en web-marketing sur toute l'année 2023, contre 2 428 425 € en 2022 (soit une baisse de 2 %);
— 34 179 € sont issus de partenariats bancaires qui permettent aux clients de la Société Générale et de BNP Paribas de faire des dons à Sidaction;
— 13 834 € ont été collectés lors d'opérations régionales autour du Sidaction médias ou de la journée du 1^{er} décembre.

Ces opérations ont utilisé le fichier des donateur-trices issu des campagnes de collecte de fonds menées par Sidaction de 1994 à 2023. Ce fichier a été enregistré sous le n° 456932 auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, en date du 6 août 1996. Il répond aux exigences de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Sidaction se conforme également au règlement général sur la protection des données, règlement 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le total des financements accordés par Sidaction à d'autres organismes menant des actions de lutte contre le sida à l'international est de 1840 030 €.

Sidaction

Legs, donations et assurances-vie

Au cours de l'année 2023, les legs, les donations et les assurances-vie s'établissent à 2 037 981 €.

Produits	Montants
Montant perçu au titre de l'assurance-vie	390 298
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	788 366
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être vendus	982 392
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être vendus	0
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	1 329 568
Total produits	3 490 624

Charges	Montants
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	639 925
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0
Report en fonds reportés liés aux legs et donations	812 718
Total charges	1 452 643
Solde de la rubrique	2 037 981

Mécénats
Les mécénats ont rapporté 1 375 347 € sur l'exercice 2023, avec:
— les maisons de couture qui ont participé au Dîner de la mode, pour 741 500 €;
— les sociétés ayant participé au Gaming for Sidaction et aux Chefs solidaires, pour un total de 147 936 €; les chaînes de télévision ayant cédé des recettes publicitaires ou ayant attribué des gains de jeux télévisés, pour un total de 292 000 €;
— la société Yves Saint Laurent ayant financé une partie des projets portés par les partenaires associatifs français de Sidaction, pour 170 000 €;
— l'ensemble des entreprises qui ont contribué à divers partenariats, pour 23 911 €.

L'évolution importante des mécénats entre 2022 et 2023 est due à une révision des affectations comptables de la base de données donateur-trices en 2023. En effet, la plupart des mécénats (dons d'entreprises privées) étaient imputés en contributions financières les années précédentes.

2 — Information sur les produits non liés à la générosité du public

Les cotisations avec contrepartie représentent 16 260 €, dont 15 500 € de cotisations pour la plateforme Elsa (hébergée par Sidaction) et 760 € de cotisations des membres du conseil d'administration.

Les contributions financières sans contrepartie s'élèvent à 394 864 € et se décomposent comme suit:
— 96 678 € proviennent des partenariats dans le cadre de l'organisation du Sidaction médias;
— 171 811 € d'opérations régionales au sein de différents établissements, comme des lycées, des mairies ou des maisons d'arrêt;

Sidaction

Programmes de soutien à la recherche

— 126 375 € de contributions financières aux programmes provenant du fonds de dotation Line-Renaud – Loulou-Gasté et de la Grande Loge de France pour un projet de recherche (29 000 €), ainsi que de la Fondation de France et de Coordination Sud pour les actions de la plateforme Elsa (97 375 €).

Les autres produits non liés à la générosité du public s'élèvent à 335 192 € et se décomposent en:
— 26 404 € de ventes de biens, dont 7 125 € provenant de la boutique et 19 279 € à destination des opérations régionales;
— 61 890 € de produits de gestion, dont 45 669 € de restitutions de la part de nos partenaires et 16 221 € de produits de gestion courante;
— 190 127 € de produits financiers, dont 175 817 € provenant de placements à court terme de la trésorerie de l'association, 13 780 € provenant du rachat d'un contrat de capitalisation début 2023 et 530 € provenant de gains de change sur des virements à l'international;
— 53 721 € de droits d'auteurs et de reproduction collectés grâce à l'action de M^{me} Line Renaud. Le fonds Line-Renaud est constitué notamment des ressources des albums, avec la vente et les droits d'auteurs;
— 3 050 € de produits exceptionnels.

3 — Information sur les subventions et autres concours publics

Dans le cadre des missions menées en propre par Sidaction, des demandes de subventions sont adressées à des organismes publics. En 2023, l'association a comptabilisé les subventions suivantes pour un montant total de 2 717 610 €, dont:
— 1 753 598 € de l'AFD pour le programme Tremplins 1;
— 170 923 € de l'AFD pour le programme Concert'Action 2 de la plateforme Elsa;
— 90 000 € de la Direction générale de la santé pour les programmes Antilles Guyane et Milieu carcéral;
— 31 000 € du ministère de la Justice pour le programme Milieu carcéral;
— 171 860 € de La Mairie de Paris pour les programmes Paris sida Sud, Petit Paris Bucarest, AED Burkina Faso et Concert'Action 2;
— 204 338 € d'Expertise France (L'Initiative) pour le programme Adolescents, phase 2;
— 280 041 € d'Expertise France (L'Initiative) pour le programme Santé sexuelle et reproductive;
— 15 850 € de la DRFIP pour la prise en charge d'une partie des coûts des contrats en alternance.

4 — Information sur les reprises sur provisions et dépréciations

La reprise de provision pour dépréciation d'éléments financiers de 24 943 € correspond à la régularisation de dépréciations du contrat de capitalisation enregistrées en 2018, 2020 et 2022. Cette provision a pu être reprise grâce à une option de garantie en capital souscrite pour le contrat de capitalisation.

D — Contributions volontaires en nature

Cette rubrique permet d'identifier les contributions volontaires dont bénéficie Sidaction au cours de l'année. Celles-ci sont valorisées et enregistrées en comptabilité.

La gouvernance de Sidaction repose sur le conseil d'administration, composé d'acteurs de la lutte contre le sida en France et à l'étranger, dans les domaines de la prévention, de l'aide aux malades, de la recherche et des soins médicaux.

Pour l'instruction des demandes de financement, et à travers la mise en place de groupes d'experts dans différents domaines, Sidaction fait appel à des responsables d'associations, des scientifiques et des médecins qui apportent bénévolement leur expérience de la lutte contre le sida.

Ces différents bénévoles sont sollicités directement par Sidaction selon leurs compétences et/ou leurs fonctions, leur action n'est donc pas considérée comme liée à la générosité du public. Seul le temps passé par les bénévoles pour répondre au dispositif téléphonique lors du Sidaction médias est considéré comme issu de la générosité du public, car un appel à la mobilisation est réalisé.

Une partie des prestations dont bénéficie Sidaction ne sont pas facturées et font l'objet d'une contribution volontaire en nature. Lorsque cette prestation est issue d'une consultation élargie et que le prestataire n'est pas identifié spécifiquement à l'avance, Sidaction considère que la prestation en nature est liée à la générosité du public. En revanche, lorsque le prestataire est

également partenaire de l'événement pour lequel il offre ses prestations, l'association estime que la prestation en nature n'est pas liée à la générosité du public. C'est le cas, par exemple, des partenaires médias pour le Sidaction médias : ils sont associés directement à l'événement.

Les contributions volontaires en nature s'élèvent à 1393 845 €. Elles sont affectées en fonction de leur destination :

165 524 € sont alloués aux missions sociales, dont :
 — 129 539 € pour celles réalisées en France (54 967 € pour la participation bénévole des membres du comité France, 35 111 € pour la participation bénévole des membres du comité scientifique, 8 605 € pour la participation bénévole d'experts à différents programmes, 20 779 € pour la mise à disposition de locaux par la Ville de Paris et par la Sorbonne, ainsi que 10 077 € pour le don de matériel de prévention);
 — 35 984 € pour les missions réalisées à l'étranger pour la participation bénévole des membres du comité international.

1218 937 € sont alloués à la recherche de fonds, dont :
 — 63 267 € pour le Dîner de la mode (8 605 € de participation de bénévoles à l'organisation et 54 662 € de prestations en nature); 1 058 449 € pour le Sidaction médias (997 363 € de prestations en nature et 61 086 € de bénévolat); 97 220 € pour des prestations en nature sur d'autres opérations de collecte;

— 9 385 € vont au fonctionnement pour la participation bénévole des membres du conseil d'administration.
 Les heures de bénévolat non valorisables ne sont pas enregistrées en comptabilité.

Les contributions volontaires en nature de 1393 845 € sont également réparties selon leur origine :

425 700 € liés à la générosité du public, dont :
 — 69 691 € de bénévolat (8 605 € pour le Dîner de la mode et 61 086 € pour le Sidaction médias);
 — 345 932 € de prestations en nature (194 050 € pour le Sidaction médias, 54 662 € pour le Dîner de la mode et 97 220 € pour d'autres opérations de collecte);
 — 10 077 € de dons en nature.

952 465 € non liés à la générosité du public, dont :
 — 144 052 € de bénévolat (9 385 € pour le conseil d'administration, 54 967 € pour le comité France, 35 984 € pour le comité international, 35 111 € pour le comité scientifique et 8 605 € pour les expertises sur différents programmes);
 — 803 313 € de prestations en nature pour le Sidaction médias, correspondant à la diffusion de la campagne par l'ensemble des chaînes participantes;
 — 5 100 € de dons en nature qui correspondent à la mise à disposition de locaux de la Sorbonne.
 15 679 € de concours publics en nature correspondant à la mise à disposition de locaux de la Ville de Paris (dons en nature).



Notes sur les engagements non versés par Sidaction

Les engagements votés au bénéfice des actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades, et des programmes de recherche et d'amélioration de la qualité de vie et des soins restent à verser s'élèvent à 3 924 404 €.

Pour les actions associatives d'information, de prévention et d'aide aux malades en France, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2023, pour 2 285 758 € de financements associatifs. Les décaissements ont été de 2 273 582 € en 2023 et le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2023, en tenant compte de reliquats déduits des versements, s'établit à 4 400 €.

Pour les programmes de recherche scientifique et médicale, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2023, pour 2 435 394 € de financements pour de jeunes chercheurs, d'aides aux équipes de recherche et pour la recherche opérationnelle.

Les décaissements se sont élevés à 2 303 214 € en 2023 et le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2023 s'établit à 3 653 408 €.

Pour les programmes de lutte contre le sida dans les pays en développement et en transition, en marge de ses propres programmes, Sidaction a engagé, en 2023, pour 1 853 030 € de financements.

Les décaissements se sont élevés à 1 868 076 € en 2023 et le solde des engagements en cours de versement au 31 décembre 2023 s'établit à 266 596 €. Comme pour les projets France, la plupart des projets financés par Sidaction pour la réalisation des activités de ses partenaires associatifs internationaux en 2024 ont été engagés au conseil d'administration du 9 janvier 2024. Seuls les projets financés ou cofinancés par un bailleur externe ont été engagés au conseil d'administration du 12 décembre 2023.

Les soutiens financiers en faveur des programmes dans les pays en développement sont affectés, pour moitié, au fonds Recherche et, pour moitié, au fonds Prévention et aide aux malades.

Engagement sur 2024	2 679 727
Engagement sur 2025	1 160 473
Engagement sur 2026	84 205

	Solde restant à verser au 01/01/2023	Nouveaux engagements et modifications 2023	Versements effectués en 2023	Reliquats déduits de versements	Solde restant à verser au 31/12/2023
Appel à projets Aide aux malades et prévention	0	2 259 332	2 247 156	7 776	4 400
Bailleurs externes	0	15 000	15 000	0	0
Soutiens exceptionnels et d'urgence	0	11 426	11 426	0	0
Appel à projets Recherche opérationnelle	0	0	0	0	0
Total financements associatifs France	0	2 285 758	2 273 582	7 776	4 400
Appel à projets Prise en charge globale	0	1 649 921	1 649 921	0	0
Bailleurs externes	197 500	173 500	160 500	0	210 500
Soutiens exceptionnels et d'urgence	0	29 609	29 609	0	0
Appel à projets Recherche opérationnelle	84 142	0	28 046	0	56 096
Total financements internationaux	281 642	1 853 030	1 868 076	0	266 596
Appel à projets Jeunes chercheurs	1 484 189	1 073 080	1 022 154	0	1 535 115
Appel à projets Aides aux équipes de recherche	1 878 983	1 362 314	1 184 785	0	2 056 512
Appel à projets Recherche opérationnelle	158 056	0	96 276	0	61 781
Total financements scientifiques et médicaux	3 521 228	2 435 394	2 303 214	0	3 653 408

Total financements 2023	3 802 870	6 574 182	6 444 871	7 776	3 924 404
--------------------------------	------------------	------------------	------------------	--------------	------------------

Notes sur l'état séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger

L'état séparé des avantages et des ressources en provenance de l'étranger (EAR) est un état financier qui doit être tenu par les organismes qui reçoivent des avantages et des ressources provenant, directement ou indirectement, de l'étranger.

L'EAR se matérialise par un tableau listant l'ensemble des avantages et des ressources reçus au cours de l'exercice en provenance d'États étrangers, de personnes morales étrangères ou de personnes physiques non résidentes en France.

Les avantages et les ressources sont classés pour chaque État par ordre chronologique en fonction de la date d'encaissement, et pour ceux en nature, en fonction de la date de leur acquisition effective ou de la période durant laquelle ils sont accordés. Pour les versements en numéraire, il doit être précisé le mode de paiement et le montant.

Le tableau suivant correspond à une version synthétique de l'EAR en lieu et place de la version détaillée qui est cependant mise à la disposition du public pour consultation au siège de Sidaction ou sur son site internet.

État du contributeur	Montant total des avantages et des ressources	État du contributeur	Montant total des avantages et des ressources
Afrique du Sud	80	Liban	30
Allemagne	7 949	Luxembourg	3 096
Autriche	165	Malaisie	30
Belgique	14 878	Maroc	295
Bulgarie	6	Mexique	150
Burundi	40	Monaco	3 720
Canada	282	Non identifié	72
Congo	3	Norvège	30
Côte d'Ivoire	25	Pays-Bas	1 394
Danemark	140	Pérou	5
Émirats arabes unis	100	Polynésie	120
Espagne	2 077	Portugal	635
Estonie	45	République démocratique du Congo	0
États-Unis	1 725	République tchèque	144
Finlande	20	Roumanie	50
Gabon	105	Royaume-Uni	7 794
Gambie	100	Saint-Pierre et Miquelon	45
Géorgie	20	Sénégal	34
Grande-Bretagne	232	Singapour	120
Hong Kong	279	Suède	60
Hongrie	10	Suisse	6 648
Indonésie	96	Surinam	80
Irlande	20 065	Thaïlande	20 260
Israël	480	Togo	150
Italie	25 009	Tunisie	75
Japon	120		
Total	119 088		

Sidaction
Annexes

* Financements scientifiques *

Recherche fondamentale

Aides aux équipes

Eugènia Basyuk
Université de Bordeaux – Bordeaux.
HIV-1 promoter bursting in T-lymphocytes and its implication in latency regulation.

Bruno Beaumelle
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Comment le VIH favorise le développement de la tuberculose et des pathogènes opportunistes : rôles de Tat et de l'autophagie.

Philippe Benaroch
Institut Curie – Paris.
How GAS7 and the cytoskeleton participate in the innate sensing of HIV-1 and HIV-2 in myeloid cells.

Serge Benichou
Institut Cochin – Paris.
Role of semen and polyamines in HIV-1 infection and pDC sensing during sexual transmission.

Edouard Bertrand
Institut de Génétique Humaine de Montpellier, Montpellier.
Investigating the dynamics of latent HIV-1 promoters using single molecule footprinting.

Andréa Cimarelli
Ecole Normale Supérieure de Lyon – Lyon.
Activité antivirale de la protéine MORC2 contre HIV, antagonisme viral et spécificité d'espèce.

Remi Cheyner
Institut Cochin – Paris.
Réponse cellulaire à l'infection par le VIH-1: Rôle de la voie BRCA1/2 dans le devenir et la persistance des populations d'ADN viraux intégrés et non-intégrés.

Pierre Delobel
Institut Toulousain des Maladies Infectieuses et Inflammatoires – Toulouse.

Caractérisation moléculaire du réservoir VIH dans le compartiment intestinal : provirus intacts, réplication résiduelle, et cellules cibles.

Francesca Di Nunzio
Institut Pasteur – Paris.
Live-track of the retroviral DNA fate in infected cells using humanized mice.

Stephane Emiliani
Institut Cochin – Paris.
Caractérisation de l'interactome de Vif : impact sur la régulation traductionnelle d'APOBEC3G et la réplication virale du VIH-2.

Lucie Etienne
Ecole Normale Supérieure de Lyon – Lyon.
Functional and evolutionary characterization of the SAMD9/9L gene family impacting HIV and lentiviral replication.

Benoit Favier
CEA - Institut de Biologie François Jacob - Fontenay-aux-Roses.
Rôle in vivo de l'axe LILRB2 / CMH-1 dans l'infection par le SIV/VIH.

Sarah Gallois-Montbrun
Institut Cochin – Paris.
Identification of novel alternative splicing biomarkers of productive and latent HIV infection.

Raphaël Gaudin
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Dynamics and impact of HIV brain infection using lab-grown cerebral organoids.

Rosemary Kiernan
Institut de Génétique Humaine de Montpellier, Montpellier.
The Role of the Elongin Complex in the Regulation of HIV-1 Transcription.

Florence Margottin
Institut Cochin – Paris.
Activité antivirale de la protéine

MORC2 contre HIV, antagonisme viral et spécificité d'espèce.

Laurence Meyer
Centre de Recherche en Epidémiologie et Santé des Populations - Le Kremlin Bicêtre.
Identification and analysis of unconventional NKG2A/C+CD8+ T cells during HIV-1 and HIV-2 infections.

Michaela Muller-Trutwin
Institut Pasteur – Paris.
Identification and analysis of unconventional NKG2A/C+CD8+ T cells during HIV-1 and HIV-2 infections.

Olivier Neyrolles
Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale – Toulouse.
Comment Mycobacterium tuberculosis exacerbe l'infection par le VIH-1 ? Rôle du métabolisme des macrophages.

Fernando Oliveira Real
Institut Pasteur de Lille – Lille.
Proof of concept - Platelets produced by infected megakaryocytes cause CD4+ T cell dysfunction: novel therapeutic avenue for immunological non-responders.

Jean-Christophe Paillart
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire – Strasbourg.
Caractérisation de l'interactome de Vif : impact sur la régulation traductionnelle d'APOBEC3G et la réplication virale du VIH-1.

Vincent Parissi
Université de Bordeaux – Bordeaux.
Réponse cellulaire à l'infection par le VIH-1: Rôle de la voie BRCA1/2 dans le devenir et la persistance des populations d'ADN viraux intégrés et non-intégrés.

Claudine Pique
Institut Cochin – Paris.
Expression, diversité et impacts cellulaires des ARN antisens du VIH-1.

Christel Verrolet
Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale – Toulouse.
Comment Mycobacterium tuberculosis exacerbe l'infection par le VIH-1 ? Rôle du métabolisme des macrophages.

Christel Verrolet
Institut de Pharmacologie et de Biologie Structurale – Toulouse.
Comment le VIH favorise le développement de la tuberculose et des pathogènes opportunistes : rôles de Tat et de l'autophagie.

Financements Jeunes Chercheurs

Fabienne Bejjani
Institut Cochin – Paris.
SPT6 and BRD4: old players with brand new functions in HIV-1 latency.

Caio Bonfim
Institut Cochin – Paris.
Mucosal HIV-1 transmission and cannabinoids: from pathophysiology to prevention.

Diane Brychka
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Dynamics and impact of HIV brain infection using lab-grown cerebral organoids.

Rayane Dibs
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Etude du rôle de l'actine corticale dans l'assemblage du virus VIH-1 dans les lymphocytes T CD4.

Orian Gilmer
Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire – Strasbourg.
Etude de la structure 3D de la région 5' terminale de l'ARN génomique du VIH-1.

Myriam Houmey
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier

– Montpellier.
Conséquences de l'externalisation de la protéine antisens du VIH-1.

Delphine Judith
Institut Cochin – Paris.
Viral control and Autophagy: non-canonical autophagy as a keystone for BST2 restriction.

Arnaud Lecante
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Décryptage du mécanisme d'action du facteur de restriction TRIM5 α .

Arnaud Lecante
Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.
Décryptage du mécanisme d'action anti-virale de TRIM5 α .

Alexandre Legrand
Ecole Normale Supérieure de Lyon – Lyon.
Caractérisation fonctionnelle et évolutive de SAMD9L, un nouveau facteur antiviral inhibant la traduction du VIH, par un motif Schlafen-like aussi impliqué dans des maladies rares auto-inflammatoires.

Alexandre Legrand
Ecole Normale Supérieure de Lyon – Lyon.
Découverte d'une nouvelle famille de gènes influençant la réplication lentivirale et caractérisation de sa coévolution virus-hôte.

Valerii Martynov
Université Paris Cité – Paris.
Impact de la modification épitranscriptomique m6A sur la structure et la traduction des ARN du VIH.

Kenza Ngono Ayissi
Centre de recherche Saint-Antoine – Paris.
Mécanismes impliqués dans le gain de tissu adipeux observé

chez certains patients infectés par le VIH et recevant un inhibiteur d'intégrase et/ou du tenofovir alafénamine.

Caroline Petitdemange

Institut Pasteur – Paris.

Role of MHC-E dependent NK cell activity in the control of a viral tissue reservoir in natural and pathogenic hosts of SIV.

Morgane Picard

Université Paris Cité – Paris.

Prévention par un inhibiteur d'apoptose des atteintes lymphocytaires T/B au niveau tissulaire.

Baptiste Pradel

Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier

– Montpellier.

Identification des mécanismes utilisant la machinerie autophagique pour favoriser l'entrée du VIH-1 dans les LT CD4+.

Vera Slaninova

Institut de Génétique Humaine de Montpellier – Montpellier.

Recherche appliquée

Aides aux équipes

Victor Appay

Université de Bordeaux –

Bordeaux. Immune response to the recombinant Zoster Vaccine in older HIV patients.

Laurent Chaloin

Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier

– Montpellier. Mécanisme d'action d'une famille de nouveaux agents de levée de latence du VIH ciblant la protéine virale Tat.

Karen Champenois

Groupe Hospitalier Bichat-Claude Bernard – Paris.

Not'IST - vers une amélioration de l'information, du dépistage et du traitement des partenaires de personnes recevant un diagnostic d'IST en CeGIDD.

Investigating the dynamics of latent HIV-1 promoters using single molecule foot printing.

Cédric Verrier

Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire – Strasbourg.

Identification des protéines impliquées dans l'inhibition traductionnelle d'APOBEC3G par la protéine Vif du VIH-1: impact sur la réplication virale.

Charlotte Silvestre

Institut de Recherche

en Infectiologie de Montpellier – Montpellier.

Étude des relations entre cellules NK et les vésicules extracellulaires plasmiques chez les personnes vivant avec le VIH immunodiscordantes et impact ex vivo du Temsavir sur l'ADCC.

Thomas Serrano

Institut Pasteur – Paris.

Découverte de nouveaux mécanismes essentiels aux étapes

Marie Preau

Université Lumière Lyon 2 – Lyon.

Not'IST - vers une amélioration de l'information, du dépistage et du traitement des partenaires de personnes recevant un diagnostic d'IST en CeGIDD.

Financements

Jeunes Chercheurs

Louis Colliot

Centre interdisciplinaire

de recherche en biologie – Haubourdin. Utilisation des données génomiques virales pour modéliser la dynamique de l'épidémie de VIH en France à l'aide de méthodes phylodynamiques.

Amandine Pepiot

Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique -

finale de la réplication du Virus de Immunodéficience Humaine.

Alexa Tambon

Institut de Biologie Intégrative de la Cellule – Versailles.

Etude du mécanisme moléculaire de l'activité de restriction de SAMHD1: Caractérisation de la fonction dNTPase indépendante.

Rachel Topno

Institut de Génétique Humaine de Montpellier – Montpellier.

Comprendre le rôle du bruit transcriptionnel extrinsèque et intrinsèque dans la sortie de la latence du VIH-1.

Camille Vellas

Institut Toulousain des Maladies Infectieuses et Inflammatoires

– Toulouse.

Caractérisation moléculaire du réservoir VIH dans le compartiment intestinal: provirus intacts, réplication, résiduelle, et cellules cibles.

Issy-les-Moulineaux.

Infectious disease elimination using self-testing? Game-theoretical approach and application to the HIV epidemic.

Victoire Sawras

Groupe Hospitalier Bichat-Claude Bernard – La Madeleine.

Not'IST - vers une amélioration de l'information, du dépistage et du traitement des partenaires de personnes recevant un diagnostic d'IST en CeGIDD et centre de santé sexuelle.

Recherche clinique

Aides aux équipes

Patrizia Carrieri

Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille. ELICSIR: Relation

entre cannabinoïdes sanguins et profil d'insulino-résistance chez les patients co-infectés par le VIH et le VHC (HEPAVIH ANRS CO-13) à l'époque de la guérison du VHC.

Antoine Gross

Institut de Recherche en Infectiologie de Montpellier

– Montpellier. Étude des relations entre les cellules NK et les vésicules extracellulaires plasmiques chez les PvVIH avirémiques immunoconcordants et immunodiscordants. Impact du Temsavir sur l'ADCC.

Recherche en sciences sociales

Aides aux équipes

Cécile Cames

Institut de Recherche pour le Développement – Montpellier.

Taggou Picc: Empowerment des adolescents et jeunes adultes vivant avec le VIH dans la gestion de leur sérologie au Sénégal, à partir du programme malien de recherche interventionnelle GUNDO-SO.

Patrizia Carrieri

Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille.

CUP-Quali: Cannabis Use in People living with HIV: a qualitative study.

Karen Champenois

Groupe Hospitalier Bichat-Claude Bernard – Paris.

Opportunités 2 - Opportunités de dépistage du VIH chez des personnes nouvellement diagnostiquées pour le VIH et prises en charge en France.

Didier Ekouevi

Le Centre Africain de Recherche en Épidémiologie et en Santé Publique – Lomé Togo.

Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enfant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo: le rôle des associations communautaires.

Gabriel Girard

Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille.

Genre, sexualité et lutte contre le VIH en contexte Guyanais: analyse socio-anthropologique des dynamiques communautaires de mobilisation.

Valériane Leroy

Centre d'Epidémiologie et Recherche en Santé

des POPulations – Toulouse. Stratégie de rattrapage de dépistage du VIH de l'enfant et de l'adolescent en Côte d'Ivoire et au Togo: le rôle des associations communautaires.

Emilie Mosnier

Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille.

PrEP chez les travailleuses du sexe migrantes à Marseille: étude d'efficacité opérationnelle d'un projet en santé sexuelle communautaire.

Nicolas Nagot

Université de Montpellier –

Montpellier. Exploration des facteurs influençant l'efficacité des programmes de PTME VIH en Zambie et au Burkina Faso.

Marie Preau

Université Lumière Lyon 2 – Lyon. Opportunités 2 - Opportunités

Financements

Jeunes Chercheurs

Maria Bernarda Requena

Institut Pierre Louis d'Epidémiologie et de Santé Publique – Paris. Impact des politiques publiques d'accès aux soins dans le risque résiduel de décès des personnes vivant avec le VIH guéries du VHC par antiviraux à action directe.

de dépistage du VIH chez des personnes nouvellement diagnostiquées pour le VIH et prises en charge en France.

Bernard Taverne

Institut de Recherche pour le Développement – Montpellier.

Grand âge et VIH au Cameroun et au Sénégal, anthropologie du vieillissement et de la maladie.

Nicolas Vignier

Centre Hospitalier de Cayenne

Andrée Rosemon – Cayenne. Parcours de vie et de prévention des personnes originaires d'Haïti vivant ou non avec le VIH ou une infection chronique par le VHB en Guyane française (PARCOURS D'HAÏTI).

Financements

jeunes chercheurs

Karna-Bakary Coulibaly

Institut de Recherche

pour le Développement – Paris. L'impact d'une intervention d'empowerment en santé sexuelle sur la réduction des risques d'infections au VIH chez les immigrés originaires d'Afrique subsaharienne vivant en Ile de France.

Liam Balhan
Institut national d'études démographiques - Paris
Définir et compter les homo- et bisexuel-le-s en France. Catégorisations et problématiques

Cyriac Bouchet-Mayer
Université de Montpellier – Montpellier.
Pratiques de prévention du VIH d'hommes homosexuels originaires d'Afrique sub-saharienne francophone demandant d'asile en France: logiques d'action du recours ou non-recours au dépistage et à la PrEP.

Renaud Chantraine
Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille.
Entre archives privées, mémoires communautaires et dispositifs institutionnels de conservation: articuler les échelles de la transmission des héritages culturels de la lutte contre le VIH/sida.

Iris Condamne-Ducieux
Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales – Paris.
Réseaux de sociabilités et supports sociaux dans l'exposition au risque de transmission de l'hépatite C et du VIH chez les usager.ère.s de drogues injecteur.rice.s.

August Eubanks
Observatoire Régional de la Santé PACA – Marseille.
Impact de la mise à disposition de la prophylaxie préexposition au VIH dans une offre de suivi

trimestriel à visée préventive auprès des HSH en Afrique de l'Ouest.

Charlotte Floersheim
Maison Méditerranéenne des Science de l'Homme – Aix en Provence.
Entre assignation et autodéfinition, faire communauté dans la lutte contre le VIH en Guyane. Mobilisations associatives et expériences minoritaires.

Lucille Gallardo
Université d'Aix-Marseille – Marseille.
Se positionner à l'avant-garde de la lutte mondiale contre le sida. Socio-histoire de l'action publique étrangère française (1981-2003).

Théo Gaudy
Fondation nationale des sciences politiques – Paris.
Penser les rapports de pouvoir dans la sexualité dans les mobilisations en santé communautaire LGBTQI et TDS, des années 2010 à aujourd'hui.

Léo Manac'h
Institut de Recherche pour le Développement – Paris.
Se mobiliser pour le droit au séjour pour soins. Une ethnographie du découragement.

Homayoon Manochehr
CERPOP – Centre d'Epidémiologie et de Recherche en santé des POPulations – Toulouse.
Improving Sexual and Reproductive Health for Adolescents Living with HIV in

West Africa: Knowledge, Needs Assessment, Co-Development and Pilot-Testing of an Intervention.

Elise Nédélec
Institut de Recherche pour le Développement – Paris.
Mieux comprendre et améliorer le dépistage du cancer du col de l'utérus à Abidjan: une approche socio-anthropologique auprès de femmes vivant avec le VIH (AIMA-CC) et en population générale (PARACAO).

Mathilde Perray
Université Lumière Lyon 2 – Lyon.
Thèse de Doctorat: Représentations sociales et empowerment communautaire auprès de femmes infectées par le VIH/Sida dans le cadre du programme communautaire malien «Gundo-So».

Paul Rivest
Maison Méditerranéenne des Sciences de l'Homme – Marseille.
Sexualités transmasculines et VIH. Perceptions, pratiques et accès aux soins de santé des hommes trans face au VIH.

Mathieu Trachman
INED – Paris.
PrEP et Trans'.

Rose André Yandé Faye
Institut de Recherche pour le Développement – Montpellier.
Genre et addictions, nouveaux enjeux au Sénégal: nouvelles drogues et féminisation des associations.

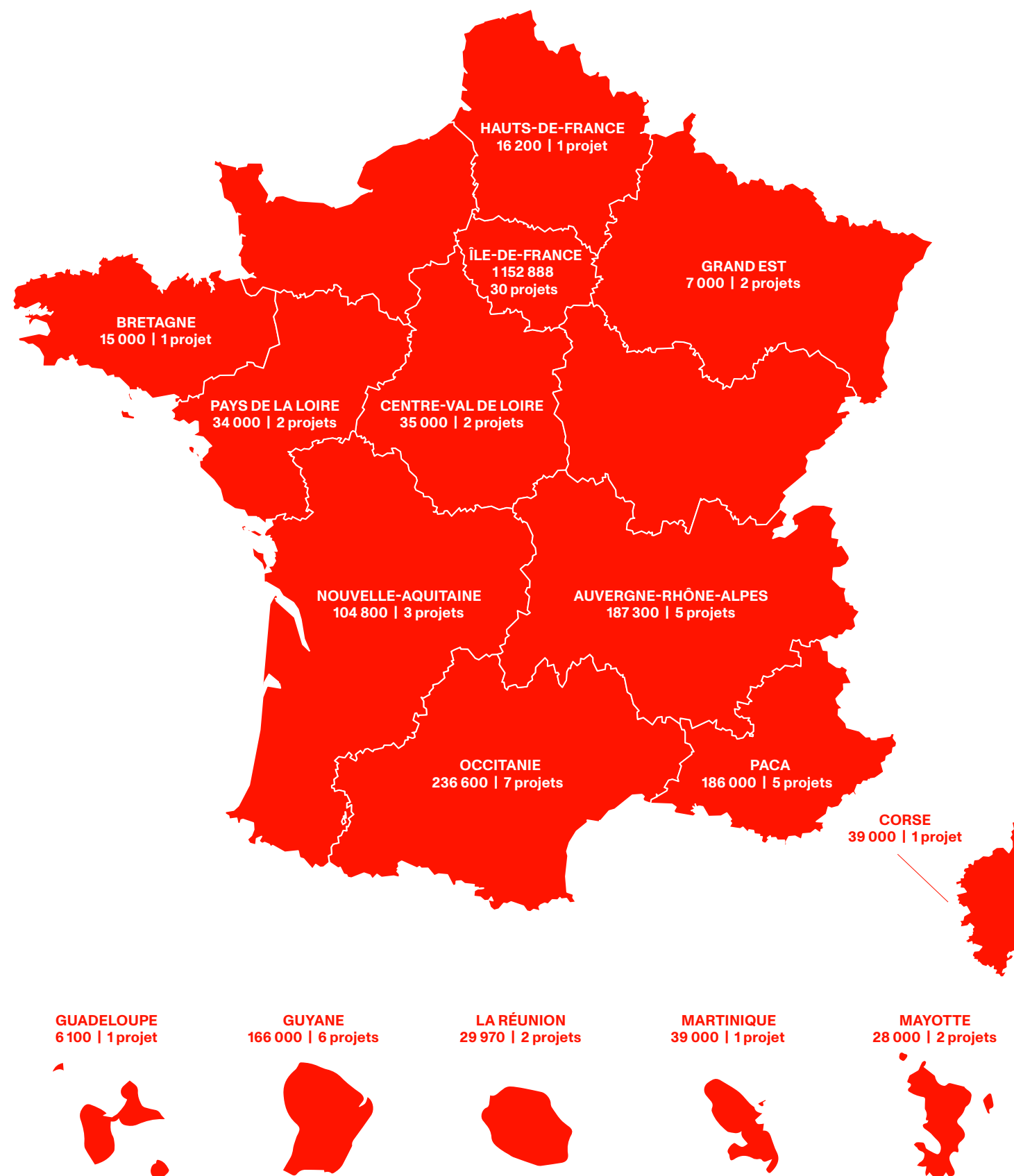
Recherche opérationnelle

Aides aux équipes

Adrien Besseiche
Gerondif – Paris.
Étude V.I.AGE: description médico-sociale des seniors vivant avec le VIH, associée à une enquête qualitative sur leur prise en charge dans les structures franciliennes.

Marie Preau
Université Lumière Lyon 2 – Lyon.
Taggou Picc: Empowerment des adolescents et jeunes adultes vivant avec le VIH dans la gestion de leur sérologie au Sénégal, à partir du programme malien de recherche interventionnelle

* Répartition * des fonds par région en France



Fonds versés par région et par programme en France

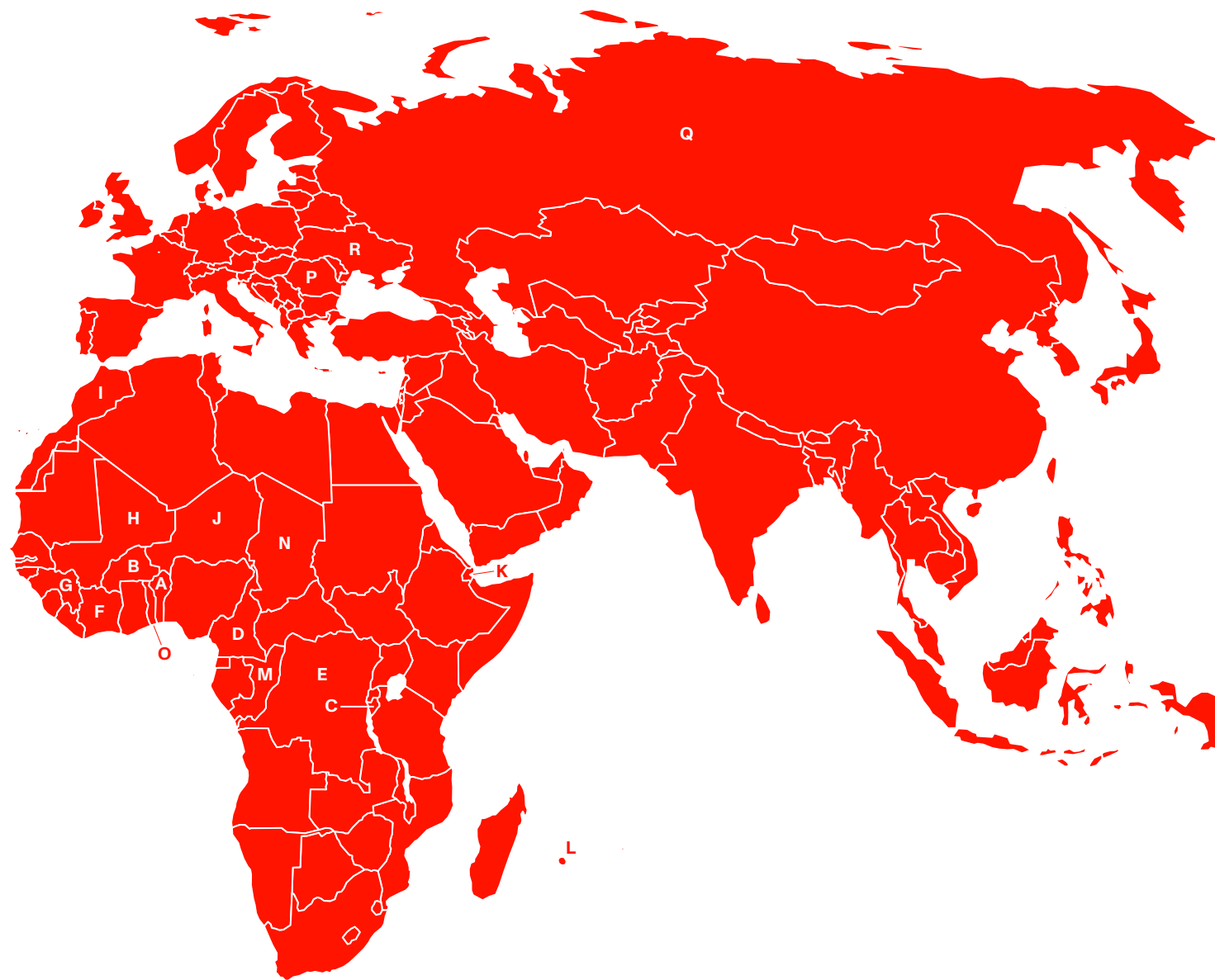
Régions et structures	Nombre de projets financés	Montant versé
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES	5	187 300
CABIRIA	1	79 800
KEEP SMILING	1	25 000
TEMPO ASSOCIATION	1	9 000
ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA (ALS)	1	55 000
DA TI SENI	1	18 500
CENTRE-VAL DE LOIRE	2	35 000
APPUI SANTÉ LOIRET	1	12 000
GROUPE ACTION GAY ET LESBIEN – LOIRET (GAGL)	1	23 000
CORSE	1	39 000
AIUTU CORSU	1	39 000
GRAND EST	2	7 000
ASSOCIATION SOCIALE ALSACE VIH	1	4 000
REVIH MULHOUSE	1	3 000
GUADELOUPE	1	6 100
GWADA UNI-VERS	1	6 100
GUYANE	6	166 000
COMEDE	1	28 000
ENTR'AIDES GUYANE	1	30 000
L'ARBRE FROMAGER	1	23 000
ACTIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT, L'ÉDUCATION ET LA RECHERCHE (ADER)	1	25 000
ASSOCIATION IDSANTÉ	1	10 000
DÉVELOPPEMENT, ACCOMPAGNEMENT, ANIMATION, COOPÉRATION (DAAC)	1	50 000
HAUTS-DE-FRANCE	1	16 200
ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT DES INITIATIVES EN SANTÉ (ADIS)	1	16 200
ÎLE-DE-FRANCE	30	1 152 888
ACCEPTESS-T	1	90 400
ACTIONS TRAITEMENTS	1	40 000
AFRIQUE AVENIR	1	64 500
ARCAT	1	103 600
AREMEDIA	1	38 000
ASSOCIATION ESPOIR	2	54 000
ASSOCIATION MARIE-MADELEINE	1	20 400
AURORE	1	20 000
BASILIADE	1	141 000
COMEDE	1	42 500
COMITÉ DES FAMILLES	1	34 000
DESSINE-MOI UN MOUTON	1	73 300
FONDATION LÉONIE-CHAPTAL	1	39 800
IKAMBERE LA MAISON ACCUEILLANTE	2	90 600
LA PLAGE	1	20 590
LE BUS DES FEMMES	2	31 426
LES PETITS BONHEURS	2	20 875

Régions et structures	Nombre de projets financés	Montant versé
LES SÉROPOTES	1	2 600
LES ROSES D'ACIER ALLIANCE DES FEMMES	1	5 800
ACT UP-PARIS	1	35 000
BAMESSO ET SES AMIS	1	15 000
FÉDÉRATION PARAPLUIE ROUGE	1	21 500
MIGRATIONS SANTÉ FRANCE	1	13 000
OBSERVATOIRE INTERNATIONAL DES PRISONS – SECTION FRANÇAISE (OIP)	1	30 000
PRÉVENTION ACTION SANTÉ TRAVAIL POUR LES TRANSGENRES (PASTT)	1	54 997
SOLIDARITÉ ENFANTS SIDA (SOL EN SI)	1	50 000
LA RÉUNION	2	29 970
RIVE	1	9 970
ASSOCIATION RÉUNIONNAISE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À LA SEXUALITÉ (ARPS)	1	20 000
MARTINIQUE	1	39 000
ACTION SIDA MARTINIQUE	1	39 000
MAYOTTE	2	28 000
NARIKE M'SADA	1	15 000
FAHAMOU MAECHA (ASFM)	1	13 000
NOUVELLE-AQUITAINE	3	104 800
ENTR'AIDSIDA	1	11 000
GAPS CPS	1	78 800
LA CASE	1	15 000
OCCITANIE	7	236 600
ACT UP SUD-OUEST	1	40 000
ASSOCIATION VIVRE	1	8 500
ENVIE	1	58 500
GRISÉLIDIS	1	68 000
LA MAISON DE VIE DU ROUSSILLON	1	3 600
RELAIS VIH	1	20 000
ARAP-RUBIS	1	38 000
PAYS DE LA LOIRE	2	34 000
MÉDECINS DU MONDE	1	14 000
PALOMA	1	20 000
PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR	5	186 000
AUTRES REGARDS	1	33 000
CENTRE LGBT CÔTE D'AZUR	1	20 000
NOUVELLE AUBE	1	20 000
RÉSEAU SANTÉ MARSEILLE SUD	1	70 000
SOLIDARITÉ ENFANTS SIDA (SOL EN SI)	1	43 000
BRETAGNE	1	15 000
ASSOCIATION LES PÉTROLETTES	1	15 000
Total	71	2 282 858

Fonds versés par thématique en France

Thématiques	Montants versés en 2023
Appel à projets France	2 256 432
Soutiens exceptionnels	11 426
Bailleurs externes	15 000
Total	2 282 858

* Zones d'intervention * dans le monde



Afrique

A
BÉNIN
84 930 | 2 projets

B
BURKINA FASO
141 996 | 3 projets

C
BURUNDI
281 000 | 7 projets

D
CAMEROUN
188 487 | 6 projets

E
CONGO, RÉP. DÉM.
45 501 | 1 projet

F
CÔTE D'IVOIRE
230 376 | 4 projets

G
GUINÉE
34 763 | 2 projets

H
MALI
248 624 | 3 projets

I
MAROC
18 000 | 1 projet

J
NIGER
46 063 | 2 projets

K
RÉPUBLIQUE
DE DJIBOUTI
23 000 | 1 projet

L
RÉPUBLIQUE DE MAURICE
25 000 | 1 projet

M
RÉPUBLIQUE DU CONGO
103 027 | 3 projets

N
TCHAD
57 941 | 1 projet

O
TOGO
189 170 | 5 projets

Europe

P
ROUMANIE
83 146 | 5 projets

Q
RUSSIE
40 000 | 1 projet

R
UKRAINE
27 052 | 1 projet

Fonds versés par pays et par programme à l'international

Afrique

Pays et structures	Nombre de projets financés	Montant versé
BÉNIN	2	84 930
RACINES	1	75 000
SYNERGIE TRANS BÉNIN (STB)	1	9 930
BURKINA FASO	3	141 996
ASSOCIATION ESPOIR POUR DEMAIN (AED)	2	28 996
REVS PLUS	1	113 000
BURUNDI	7	281 000
SOCIETY FOR WOMEN AND AIDS IN AFRICA – BURUNDI (SWAA BURUNDI)	3	67 000
ASSOCIATION NATIONALE DE SOUTIEN AUX SÉROPOSITIFS ET MALADES DU SIDA (ANSS)	3	204 000
BURUNDI ASSOCIATION OF PEOPLE WHO USED DRUGS (BAPUD)	1	10 000
CAMEROUN	6	188 487
HORIZONS FEMMES	1	15 000
SOCIETY FOR WOMEN AND AIDS IN AFRICA – LITTORAL (SWAA LITTORAL)	1	91 500
ASSOCIATION POUR LA LIBERTÉ, LA TOLÉRANCE, L'EXPRESSION ET LE RESPECT DES PERSONNES DE NATURES INDIGENTES, VULNERABLES OU EXCLUES SOCIALES DU CAMEROUN	1	61 591
TRANSAMICAL	3	20 396
CONGO, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE	1	45 501
SOS SIDA-KIVU	1	45 501
CÔTE D'IVOIRE	4	230 376
ESPACE CONFIANCE	1	81 000
CENTRE SOLIDARITÉ ACTION SOCIALE DE BOUAKÉ (CENTRE SAS)	2	139 376
PAROLES AUTOUR DE LA SANTÉ	1	10 000
GUINÉE	2	34 763
FONDATION ESPOIR GUINÉE	1	24 600
AFRIQUE ARC-EN-CIEL GUINÉE (AAECG)	1	10 163
MALI	3	248 624
ASSOCIATION KÉNÉDOUGOU SOLIDARITÉ (AKS)	2	121 624
ASSOCIATION POUR LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS VERS L'ACCÈS AU DÉVELOPPEMENT ET À LA SANTÉ PLUS (ARCAD SANTÉ PLUS)	1	127 000
MAROC	1	18 000
ALCS – ASSOCIATION DE LUTTE CONTRE LE SIDA	1	18 000
NIGER	2	46 063
MIEUX VIVRE AVEC LE SIDA (MVS)	1	36 075
SONGES NIGER	1	9 988
RÉPUBLIQUE DE DJIBOUTI	1	23 000
SOLIDARITÉ FÉMININE	1	23 000
RÉPUBLIQUE DE MAURICE	1	25 000
PRÉVENTION, INFORMATION ET LUTTE CONTRE LE SIDA (PILS)	1	25 000
RÉPUBLIQUE DU CONGO	3	103 027
AVENIR POSITIF	1	39 698
ASSOCIATION SERMENT UNIVERSEL (ASU)	2	63 329
TCHAD	1	57 941
ASSOCIATION DJENANDOUUM NAASSON (ADN)	1	57 941
TOGO	5	189 170
ESPOIR VIE TOGO (EVT)	2	86 810
ACTION CONTRE LE SIDA (ACS)	2	53 360
AIDES MÉDICALES ET CHARITÉ (AMC)	1	49 000
Total (Afrique)	42	1 717 878

Europe

Pays et structures	Nombre de projets financés	Montant versé
ROUMANIE	5	83 146
ARAS (ASSOCIATION ROUMAINE CONTRE LE SIDA)	3	59 146
L'ASSOCIATION CARUSEL	2	24 000
RUSSIE	1	40 000
HUMANITARIAN ACTION	1	40 000
UKRAINE	1	27 052
TOCHKA OPORY UA	1	27 052
Total (Europe)	7	150 198
Total (Afrique + Europe)	49	1 868 076

Fonds versés par thématique à l'international

Thématiques	Montants versés en 2023
Appel à projets International	1 649 921
Bailleurs externes	160 500
Soutiens exceptionnels	29 609
Recherche opérationnelle	28 046
Total	1 868 076

Le conseil d'administration de Sidaction en 2023

Françoise Barré-Sinoussi
Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Line Renaud Vice-présidente déléguée

Yves Dupont Redondo
Secrétaire général

Marc Mortureux
Trésorier

Collège des personnalités qualifiées

Line Renaud
Vice-présidente déléguée

Yves Dupont Redondo
Secrétaire général

Marc Mortureux
Trésorier

Collège associatif France

Didier Arthaud
Administrateur, Basiliade

Julien Bruneau¹
Administrateur, Act Up-Paris

Carine Favier
Administratrice, Planning Familial

Christine Rouzioux
Administratrice, Arcat, Le Kiosque

Giovanna Rincon
Administratrice, Acceptess-T

Camille Spire
Administrateur, Aides

Collège scientifique et médical

Françoise Barré-Sinoussi
Présidente, prix Nobel de médecine 2008

Fanny Chabrol
Administratrice, IRD

François Dabis
Administrateur, Isped

Constance Delaugerre
Administratrice, hôpital Saint-Louis

Jean-François Delfraissy
Administrateur, hôpital de Bicêtre

Pascal Pugliese
Administrateur, SFLS

Collège International

Jeanne Gapiya-Niyonzima
Administratrice, ANSS (Burundi)

Hakima Himmich
Administratrice, ALCS (Maroc)

Rodrigue Koffi
Administrateur, réseau Grandir ensemble

Pauline Londeix
Administratrice, Observatoire de la transparence dans les politiques du médicament

Louis Pizarro
Administrateur, DNDi

Antoine Baudry
Président du comité associatif France

Chanelle Kouankep
Présidente du comité international

Asier Sàez-Ciriòn
Président du comité scientifique et médical

M. Pascal Obispo
Membre d'honneur

1. A remplacé M. Antoine Chassagnoux en avril 2023.



Retrouvez l'ensemble des informations sur notre organisation en flashant ce code



